Vol 10 # 8 Du 31 Août au 6 Septembre 2016 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

VISITE ÉLECTORALE DE FANMI LAVALAS À PÉTION-VILLE

Voir page 4

L'ex-président Jean Bertrand Aristide pour supporter son organisation politique Fanmi Lavalas, s'est rendu à Pétion-Ville le lundi 29 août 2016, accompagné de sa candidate le Dr Maryse Narcisse

OUVERTURE DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

Voir page 4

Le dimanche 28 Août 2016, l'ex-sénateur Moise Jean-Charles de la Plateforme Pitit Desalin a ouvert triomphalement sa campagne électorale à l'Arcahaie

Franck Laraque kite nou ! Page 6

English Page 9

Les élections en Haïti: une arme à double tranchant? Page 7

Liberté pour Julian Assange ! Page 10

Les États-Unis envahissent la Syrie, et mettent en garde la Russie ! Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le sens d'une élection ?

Par Berthony Dupont

Jusqu'à preuve du contraire, le processus pour le premier tour des élections présidentielles et législatives continue d'être en cours pour le 9 octobre prochain ; d'autant que le Conseil électoral Provisoire déclare tout bonnement qu'il est sur la bonne voie. Les élections annoncées face à l'engouement des candidats et de leurs partisans vont-elles tourner la page de honte, au point de mettre fin à la répétition du vieux schéma pourri de la politique politicienne de sorte que s'ouvre l'histoire du pays à une nouvelle porteuse d'espoir, d'honneur et de dignité ?

A cette question les candidats sans exception ne répondent que par l'affirmative, puisque pour eux, le simple fait de le dire en constitue bien la preuve. À les entendre parler, ils vous laissent croire déjà qu'ils ont une quelconque velléité de se donner à fond ; alors que cela ne relève que de la façade ; une sorte de démagogie populiste outrancière donnant l'impression qu'ils vont apporter de la prospérité au peuple.

Qui pis est, ils ont tous déjà gagné les élections malgré leur campagne dépourvue de programme et faite de slogans sans aucun fondement. Ce que l'on sait pour sûr, c'est que le scrutin d'aujourd'hui n'offre plus à aucun des présidents potentiels le loisir d'espérer gagner aisément, comme ce fut le cas en décembre 1990. Cette incertitude, mieux, cette quasi certitude illustre le fait que plus personne n'est capable de se réjouir que la majorité du peuple lui est acquise ; sauf qu'il est certain que l'un d'entre eux finira par accéder au timon de la Magistrature de l'Etat.

L'agitation est déjà grande chez les naïfs et les partisans, mais le débat reste creux. Le tumulte électoral ne crée pas vraiment d'enthousiasme, vu qu'elle n'est tout simplement qu'une fièvre, une bamboche électorale insipide comme à l'accoutumée pour ne rien apporter de concret. La donne politique restera telle quelle. Pas une lueur de changement ! Sauf des promesses fallacieuses qui ne peuvent que susciter et raffermir le scepticisme.

Tout semble indiquer que les principaux candidats sont portés par des motivations plus conjoncturelles qu'idéologiques. Or, on sait bien ce que cela signifie: c'est l'acceptation nette, claire et sans réserve de l'idéologie dominante des classes réactionnaires qui continueront leur sale besogne dans le pays.

Ces élections à venir que la classe politique tout entière attendait avec intérêt et curiosité arriveront-elles à capter les voix d'une population visiblement préoccupée avant tout par les difficiles conditions économiques, des problèmes énormes et persistants tels que taux d'inflation, chômage endémique, crise à l'Université sans oublier la majorité de la population qui vit sans hôpital fonctionnel et dépourvue de tout soin de santé ; bref, un peuple livré à lui-même comme un frêle voilier en proie aux caprices d'un océan houleux.

Par ces élections, on va mesurer très concrètement de quel côté des candidats se trouvent les vrais défenseurs du peuple haïtien et quelle incroyable dose d'hypocrisie se cache derrière leurs discours électoraux. Pour l'instant, aucun des candidats ne semble guère enclin à répondre aux appels empressés du peuple dont les conditions de vie demeurent chaque jour de plus en plus précaires. Ce ne sont pas les slogans qui vont améliorer la vie des masses souffrantes, mais bien un programme d'alternative à la situation chronique de misère et d'incertitude, c'est-à-dire un projet authentiquement national.

A la lumière de ces données, une seule conclusion s'impose : il faut qu'un jour la politique haïtienne cesse de justifier ces fanatismes-là et que de vrais partis révolutionnaires accompagnant le peuple viennent remplacer ces partis aux discours trompeurs et mystifiants.

Rien n'a changé, pour sûr. Les conditions de démarrage de cette élection annoncent une vilaine et furieuse empoignade entre coquins et fripons. Il eût été souhaitable que le peuple ait en main les programmes détaillés de chaque parti pour qu'il en discute à bon escient, en famille, entre amis, en groupes. Entre-temps, le blanchisseur d'argent Jovenel Moïse, candidat à la présidence du PHTK, va d'un pas sûr, ne se séparant pas de son candidat fétiche au Sénat, le mercenaire Guy Philippe. N'y a-t-il pas là matière à des réflexions plus approfondies sur le tandem Philippe-Moïse ? N'est-il pas douloureux le constat de Guy Philipe en campagne électorale ? Pourtant, face à cette aberration, aucun des candidats à la présidence n'y prête guère attention.

Jean Bertrand Aristide a toutes les raisons du monde d'être fier que *« Le rendez-vous pour la dignité est maintenu pour le 7 février 2017 au Palais national avec la docteure Maryse Narcisse »*. Quant au candidat de la plateforme Pitit Desalin, Moïse Jean Charles, lui se déclare être «le socialiste rénovateur». Encore des mots. N'allez pas demander à Jude Célestin ce qu'il pense de tout cela, puisqu'il est muet comme une carpe, comme l'a été Préval en 2006.

Et que dire des formations politiques qui malgré leur électorat commun n'arrivent pas, jusqu'à présent, à comprendre qu'elles doivent coordonner leurs actions pour donner l'exemple d'une unité qui eût pu influer davantage sur celle des autres secteurs et les vouer à l'échec. Seront-ils vraiment les bénéficiaires de cette élection ? Ce sont tous ces aspects contradictoires et complexes qui constituent les éléments du puzzle électoral à venir et qui ne donneront aucun sens à la victoire d'aucun des candidats ; sauf la multiplication de nos bouleversements au profit des impérialistes qui ne se sont jamais résignés à leur défaite de l'année dernière.

Alors, quel est le sens de ces élections ?

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : $ _____

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ /_____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

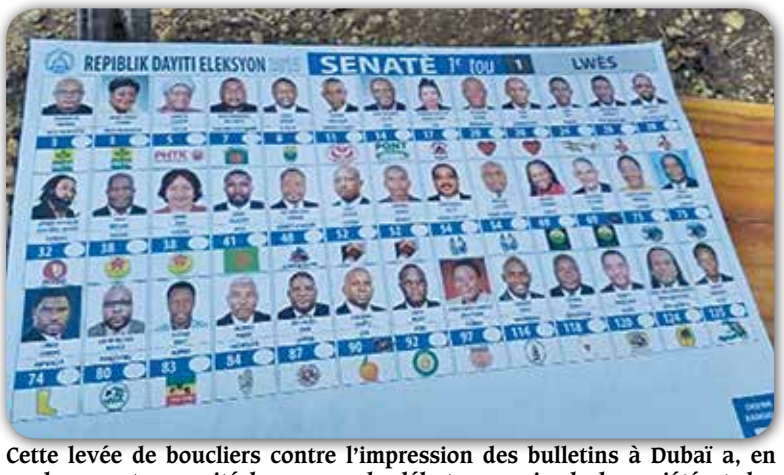
Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Haïti, chronique d'une crise électorale (119)

Les bulletins de vote de Dubaï, un scandale !



Cette levée de boucliers contre l'impression des bulletins à Dubaï a, en quelque sorte, suscité beaucoup de débats au sein de la société et des Secteurs organisés

Par Catherine Charlemagne

Jamais dans l'histoire d'Haïti une séquence électorale n'aura été si compliquée à réaliser. Elle est aussi révélatrice des manquements graves au respect de la souveraineté nationale. Si l'organisation d'un scrutin électoral est si compliquée pour les autorités haïtiennes, il n'est pas étonnant qu'il soit si difficile de faire voter quelques 6 millions d'haïtiens sur les 12 millions que compte le pays. Certainement, il doit y avoir plusieurs raisons, à ce qui paraît insurmontable pour les dirigeants haïtiens d'aujourd'hui. Mais la première raison, on la connaît : c'est le non respect des institutions de ce pays et le mépris des normes établies. Et personne au niveau de l'Etat ne prend conscience de cette réalité. De façon paradoxale, et c'est là le pire, les dirigeants haïtiens sont de loin, ceux, à travers le monde, à respecter à la lettre les Accords internationaux. Ce qu'ils n'ont pas fait pour les propres lois de la République.

Pour eux, Haïti doit respecter à la virgule près, même au détriment de ses propres intérêts et de ses citoyens, les Conventions et autres engagements bilatéraux contractés vis-à-vis des institutions internationales et des pays étrangers. Dans le cadre du processus électoral hors norme engagé depuis plus d'une année dans le pays, chaque jour les Haïtiens apprennent des choses hallucinantes qui leur donnent à réfléchir sur l'état du pays dans lequel ils évoluent. La controverse à laquelle tout le pays a assisté durant plusieurs mois et particulièrement ces dernières semaines sur l'impression des bulletins de vote à l'étranger peut être tout, sauf une banale histoire de gros sous. Bien sûr, il y avait beaucoup d'argent en jeu puisqu'on parle de plusieurs millions de dollars américains. Des manques à gagner pour les entreprises et pour le fisc haïtiens. En vérité le débat est à un autre niveau.

Il s'agit tout simplement de savoir si Haïti est en mesure de faire valoir ses droits sur ses terres quand il prétend avoir des droits et devoirs sur son territoire. L'affaire de bulletins de vote imprimés à Dubaï n'est pas une révélation. Ce n'est pas la première fois que les Emirats Arabes Unis, un petit Etat du Moyen Orient où en l'absence de démocratie aucune élection n'a jamais été organisée de son histoire, entre dans la vie politique et institutionnelle haïtienne en fournissant des bulletins de vote pour des joutes électorales. En 2015 déjà, c'est à Dubaï, la principale ville de ce pays d'un système politique à caractère archaïque, héréditaire, oligarchique et autocratique que ceux qui prétendent dynamiser la démocratie en Haïti avaient été chercher les bulletins de vote coûtant une fortune. Mais, à ce moment, si les imprimeurs haïtiens avaient contesté mollement cette décision qui était une première dans l'histoire d'Haïti, personne ne prenait conscience de cet affront fait aux Haïtiens sous prétexte d'avoir des bulletins de vote de bonne qualité et surtout sécurisés ; ce qui est totalement ridicule. Rappelons qu'un bulletin de vote n'a rien à voir avec un billet de banque méritant certainement qu'on prenne d'énormes précautions pour éviter les falsifications par des faussaires professionnels.

Il faut dire aussi que le contexte ne permettait pas que des citoyens soucieux d'intérêt public cherchent à comprendre pourquoi on était obligé de partir jusqu'à Abu Dhabi, la capitale des Emirats Arabes Unis, pour négocier un contrat d'impression de bulletins de vote. A la vérité, tout le monde avait les yeux tournés vers un scrutin qui était contesté avant même sa réalisation. Les acteurs priorisaient uniquement le côté politique des élections, pas le reste. C'est-à-dire la forme pas le fond. Cette année, l'affaire des bulletins de Dubaï revient sur le tapis. Sauf que nous évoluons dans une autre conjoncture. Certes des doutes planent encore sur la réalisation des élections ; mais les esprits sont plus calmes et du coup certains cherchent à comprendre le processus électoral dans son intégralité y compris son aspect économique et technique. Il se trouve qu'il y a beaucoup de paramètres qui changent entre-temps. Un nouveau pouvoir, certes, de transition est en place. De même pour l'organisme électoral, tous les 9 membres ont été changés.

Et surtout et c'est un fait notable, c'est le gouvernement haïtien qui financera ces élections. Puisque la Communauté internationale, particulièrement le gouvernement des Etats-Unis, se retire du processus pour protester contre la reprise de l'élection présidentielle. Pour mieux se faire com-

prendre et punir le pouvoir de transition haïtien, les autorités américaines ont exigé et obtiennent que Haïti rembourse sur le champ les 2 millions de dollars que Washington avait octroyés à Port-au-Prince sur un total de 66 millions pour sa participation au Basket-Fund (panier de fonds) géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers un Fond Fiduciaire d'où il tire des frais de gestion conséquents entre 5 et 7% du montant. Avec ces nouveaux éléments, il était clair pour tout le monde que les élections redeviennent une affaire haïtienne et donc il n'y avait aucun doute que les bulletins de vote allaient être imprimés en Haïti. Dès l'installation du Conseil Electoral Provisoire (CEP) présidé par Léopold Berlanger, les quatre principaux imprimeurs haïtiens : L'Imprimeur S.A, Maison Henri Deschamps, Editions des Antilles et Le Natal S.A ont rencontré l'institution électorale sur la question des bulletins de vote.

Selon eux, le CEP leur avait donné la garantie que les bulletins seraient imprimés au pays. Mieux, après l'installation du Premier ministre Enex Jean-Charles à la Primature, les quatre ont pris la peine d'aller s'asseoir avec le nouveau chef de gouvernement en vue de s'assurer que c'est bien l'Etat haïtien qui financera les élections et que, de ce fait, il ne devrait avoir d'inquiétude sur l'impression en Haïti des bulletins de vote. Ils avaient même évoqué avec le Premier ministre la question de PNUD dans l'affaire. Puisque, en 2015, c'est cet organisme des Nations Unies qui s'en était chargé, d'où la parution de Dubaï dans les élections haïtiennes. Un plan avait même été établi avec le responsable de la Primature au cas où le PNUD aurait eu une nouvelle fois la prétention de récidiver. Rentrés chez eux, les quatre entrepreneurs confiants attendaient tranquillement l'appel d'offres du CEP pour se porter candidats. Sauf que rien ne s'est passé comme prévu.

Le CEP a été mis de côté par le

Ronald Saint-Jean met son poste dans la balance en lançant un ultimatum public. Il démissionnera à la tête des Presses Nationales si les bulletins de vote sont imprimés à l'étranger

PNUD qui a fait valoir un Accord signé avec l'Etat haïtien en 2005 sous le gouvernement de transition dirigé par le Premier ministre Gérard Latortue et du Président Boniface Alexandre. Accord qui sera réactualisé en 2010 sous la présidence de René Préval et, paraît-il, en 2015 sous Michel Martelly. Cet accord donne le droit exclusif au PNUD de prendre en charge la gestion des fonds versés par la Communauté internationale et l'autorise à passer des appels d'offres internationaux pour imprimer les bulletins de vote pour les scrutins en Haïti. Sauf que le PNUD n'avait jamais mis en application l'accord jusqu'aux joutes de 2015, l'année où il a décidé de prendre les choses en main au profit d'une imprimerie de Dubaï. Le CEP, devant l'accord brandi par le PNUD, se retire sur la pointe des pieds laissant les autorités politiques se démener avec une institution sur laquelle il n'a aucune emprise. Mais voilà ! Le gouvernement haïtien agissant comme une quantité moribonde n'a osé parler face à face au PNUD pour lui faire comprendre qu'il n'aurait eu aucune objection à ce qu'il s'occupe des bulletins ; mais vu que cette fois-ci c'est l'Etat haïtien qui financerait ces élections, il est logique que ce soit le CEP qui s'occupe desdits bulletins.

Au lieu de cela, le Premier ministre Enex Jean-Charles n'ayant pas voulu se fâcher avec le PNUD a préféré ne rien dire et laisser celui-ci agir comme si de rien n'était. Prenant prétexte qu'il y a dans ses caisses un reliquat de 6 millions de dollars après le transfert des 2 millions réclamés par les américains, il croit qu'il lui revient le droit de lancer un appel d'offres international pour imprimer les bulletins. Si l'on veut être magnanime, on dirait que là encore n'est pas le problème dans la mesure où l'appel d'offres était passé à temps et que les complications rajoutées pour les bulletins n'étaient pas une façon d'écarter purement et simplement les imprimeries locales de ce marché. En effet, afin de contraindre les imprimeries haïtiennes à se retirer de la course, le PNUD a attendu jusqu'au dernier moment pour lancer son appel d'offres.

Un délai qui a enlevé toute chance de remporter cette offre devant des concurrents qui ont tout à leur disposition, disposant de grands moyens financiers et de capacités techniques et logistiques conséquentes. Mais on a vu aussi que le choix du PNUD avait été fait longtemps à l'avance. Cet appel d'offres n'était que du cinéma. La firme de Dubaï, Al Ghurair Printing and Publishing, la même qui avait remporté l'appel d'offres de l'année dernière, a, une fois encore, ri au nez des imprimeurs locaux en remportant ce juteux contrat de près de trois millions de dollars américains y compris le coût du transport pour ramener ces bulletins en Haïti depuis le Moyen Orient. Histoire de se couvrir, le PNUD a pris la précaution d'annoncer que trois entreprises étrangères avaient répondu à l'appel d'offres, la firme de Dubaï et deux autres basées respectivement en Afrique du Sud et en Angleterre.

Mais compte tenu du délai imparti aux imprimeries pour rendre les bulletins, les quatre entreprises haïtiennes avaient dû battre en retraite en se retirant de la compétition. Pour se dédouaner, le CEP de Léopold Berlanger dit avoir été obligé d'accepter la décision du PNUD dans la mesure où il fallait lancer la procédure pour l'impression des bulletins alors que le gouvernement haïtien a attendu jusqu'au 28 juillet 2016 pour annoncer officiellement que c'est le Trésor public qui financera les scrutins. «*Nous étions obligés d'aller vers le basket-fund qui est régi par des procédures très claires: l'appel d'offres doit être international*» a déclaré le directeur exécutif du CEP, Uder Antoine. En revanche, l'impression des bulletins de vote à l'étranger a eu cette fois des répercussions politiques, sociales et médiatiques. Les quatre principaux imprimeurs de la place : Wilhem Frish de la Maison Henri Deschamps, Pierre Richard Bastien de Le Natal S.A, Max Chauvet de L'imprimeur SA et Michel Wooley des Editions des Antilles S.A, ont porté cette aberration devant le pays et mettent les autorités devant leurs responsabilités en tant que dirigeants.

Dans une lettre datant du 25 juillet 2016, quand ils furent convaincus qu'ils allaient être mis sur la paille par le PNUD et le CEP, ces entrepreneurs locaux avaient attiré l'attention

Suite à la page (15)

AVIS

PAR CES MOTIFS, le tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement à charge d'Appel, dit et déclare maintenir le défaut octroyé à l'audience du deux décembre deux mille quinze; accueille l'action du sieur Olivier Justin pour être fondée tant en la forme qu'au fond, ordonne l'expulsion de la dame Kettely Destin de la maison du requérant et la condamne aux frais et dépens de la procédure; commet l'huissier François Ruland dudit tribunal pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par Nous, Jean Cénord Joseph, suppléant juge au tribunal de paix de Carrefour en audience civile et publique du mercredi deux décembre deux mille quinze avec l'assistance du sieur Chery Jean Michelet, greffier. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre à exécution de ce présent jugement ; aux Officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y prêter la main ; aux commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter la main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée

Chery Jean Michelet, greffier.

AVIS

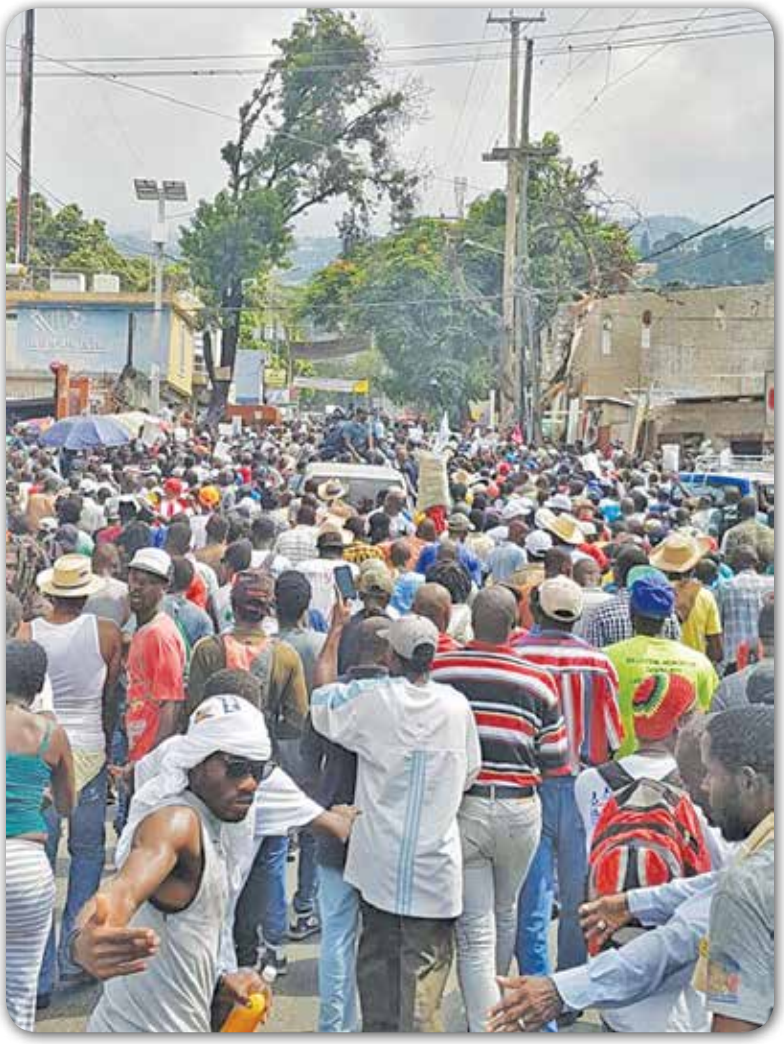
PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de loi jugeant d'Appel maintient le défaut déjà octroyé à l'audience du jeudi 14 avril 2016 contre la dame Edline Jean Bart, dit que l'opération d'arpentage entreprise sur le terrain est nulle ; dit en outre que la cité a effectivement troublé la possession du requérant ; maintient les derniers en possession de leur terrain sis à cadias, section communale de Miragoâne, faisant injonction, a cité tous autres occupants illégaux de ne plus troubler la possession des requérants à l'avenir, condamne en conséquence la dame Edline Jean Bart à 18000 gourdes de dommages-intérêts, commet l'huissier Casséus Dieuseul pour la signification de la présente sentence, condamne enfin la citée aux dépens. Donné de Nous, Me Laborde Roode, juge en audience civile et publique du jeudi 20 avril 2016, avec l'assistance du greffier Rodrigue Normil.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre la présente sentence à exécution, aux Officiers du ministère public près les tribunaux de Première instance de tenir la main ; à tous commandants et aux autres Officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge Laborde Roode et du greffier du siège Rodrigue Normil. Pour copie conforme collationnée.

Me Rodrigue Normil, greffier

Me Laborde Roode, juge.

Visite électorale de FanmiLavalas à Pétion-ville



Il était environ 12h30 de l'après-midi quand le président a fait son apparition à Delmas 95 sous une tempête d'applaudissements

Par Yves Pierre-Louis

Un an après sa dernière visite à Cité Soleil et quelques points avoisinants de la capitale, à l'occasion des élections de 2015, l'ex-président Jean Bertrand Aristide pour supporter la candidate de son organisation politique, s'est rendu à Pétion-Ville le lundi 29 aout 2016, accompagné du Dr Maryse Narcisse à bord d'un 4X4. Ainsi, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rendus à Delmas 95 pour assister à cet évènement. Il était environ 12h30 de l'après-midi quand le président a fait son apparition à Delmas 95 sous une tempête d'applaudissements et des cris: « *VivTitid, men Papa, men wa a. Wa pran la ri a. Men vrèsondajla. BRIDES pap ka bride lespri pèp la ak vye sondaj* tèt *chat. Se palajan, se diyite. Se palajan, se volonte.*»

L'ex-président a salué la population qui se trouvait aux abords de la rue, sur les toits des maisons, dans les marchés publics. Arrivé sur la place publique de Saint-Pierre où se trouve le commissariat de ladite commune, il voulait descendre de sa voiture pour aller saluer les policiers qui s'y trouvent, mais il n'a pas pu le faire, à cause de la foule qui avait envahi le cortège afin d'éviter tout dérapage. Il a tout simplement salué les responsables dudit commissariat. Il s'est rendu ensuite à l'hôtel Kinam 1 en compagnie du Dr Maryse Narcisse pour s'adresser à la presse en ces termes. « [...] main dans la main, nous allons marcher pour une mobilisation générale. Main dans la main, nous allons marcher pour sauver notre dignité. Comme vient de le dire la future Présidente : notre mère Haïti est malade, il faut que tous ses enfants sans distinction se donnent la main pour arriver à ce qu›elle trouve la guérison.

Après la création de Pétion-ville en 1931, il y a eu la construction de Fort Jacques et du Fort Alexandre pour protéger les citoyens et la ville, alors nous qui sommes rassemblés dans cette belle visite qu'apportons nous ? Nous apportons la force de notre dignité pour construire un autre fort : Fort Dignité [...] Ce n'est pas l'argent, c'est la dignité. Le rendez-vous de cette dignité est donné pour le 7 février 2017 au Palais national avec le Dr. Maryse Narcisse comme Présidente d'Haïti ».

La candidate à la présidence, Dr Maryse Narcisse de son côté, après avoir remercié la population et la presse, a déclaré: « *Le pays est malade dans toute ses composantes, au niveau politique, économique et social. Nous avons besoin de tous les fils et de toutes les filles de la nation pour pouvoir guérir la maladie dont elle souffre. C'est pour cela que j'ouvre mes deux bras pour rassembler tous les fils du pays pour apporter des solutions durables aux multiples problèmes du pays. »*

Après toutes ces déclarations le cortège du président a pris la direction de la route de Delmas en compagnie d'une foule compacte animée d'une joie démesurée. C'était un moment de joie, de carnaval pour la population. Cette démonstration de force de la population démontre une fois de plus que les forces réactionnaires, anti-changements, rétrogrades d'ici et d'ailleurs, en dépit de deux coups d'Etat sanglants et des années d'exil n'arrivent pas à séparer le peuple de son leader charismatique, Jean Bertrand Aristide.

Le militant des droits humains des Etats-Unis, Martin Luther King avait déclaré: « Nous avons tendance à mesurer la réussite à

Suite à la page (14)

Ouverture de campagnes électorales

Par Thomas Péralte

La campagne électorale vient de s'ouvrir officiellement le mardi 23 aout dernier pour prendre fin au début du mois d'octobre, soit 2 jours avant les élections prévues pour le dimanche 9 octobre 2016.

Des 27 candidats en course pour la présidence 4 d'entre eux peuvent espérer gagner la mayolle de la chaise bourrée. Il s'agit du leader de la plateforme PititDesalin Jean-Charles Moïse, Maryse Narcisse de Fanmi Lavalas ; le candidat de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (Lapeh) Jude Célestin et de Jovenel Moïse du Parti haïtien tèthale (Phtk) bien que ce dernier soit soupçonné d'affaires louches. Nous pouvons également en citer deux autres en plus, soit Edmonde Supplice Beauzile, candidate à la présidence sous la bannière du parti Fusion des socio-démocrates et Jean-Henri Céant de Renmen Ayiti.

Le Phtk a pris les devants en ouvrant le vendredi 26 Août 2016 à Léogâne, sa campagne électorale. Moise Jean-Charles lui n'a pas perdu de temps pour passer à l'action. Ainsi, lors d'une rencontre tenue à l'hôtel Royal Oasis (Pétion-Ville), le vendredi 26 août 2016, il a présenté son équipe de campagne et de support. Moise a indiqué avoir le support de certaines personnalités comme par exemple Dumarsais Siméus, Raymonde Estimé, fille de l'ex-président Dumarsais Estimé, de Gracien Jean et du Magistrat de Croix des Bouquets Rony Colin, Dismy César, Guy Paul, Clarck et Lydie Parent, Wesner Emmanuel, Yvon Jérôme, Barbara Guillaume, l'agronome Pierre Léger, Jacques Adler Jean-Pierre, Marie-Lourde Rosemberg, Jean Nazaire Tidé, Lisemène Bien-Aimé, le professeur Joseph Daniel, le recteur de l'Université publique du Nord, le professeur Jean-Etienne Odile pour ne citer que ceux là. Et le dimanche 28 il a ouvert triomphalement sa campagne à l'Arcahaie. L'ex-sénateur a annoncé les couleurs via un document intitulé: « Moïse Jean Charles, le socialiste rénovateur». Il a cité comme slogans une panoplie de points faisant parti de son programme tels que la création d'une banque capable de garantir l'accès au crédit et le départ de la force d'occupation. Nous lui accordons tout le crédit, puisque jusqu'à présent, il est l'unique candidat à oser faire une telle déclaration relative à la souveraineté du pays.

La campagne électorale d'Edmonde Supplice Beauzile, candidate à la présidence sous la bannière du parti Fusion des socio-démocrates » (Fusion), a été lancée, le mardi 30 août 2016, à Mirebalais. Jude Célestin, candidat à la présidence sous la bannière de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (Lapeh), entrera officiellement en campagne à partir du mercredi 31 août 2016, à l'Arcahaie.

De son coté, Jean Henry Céant, le candidat à la présidence sous la bannière « Renmen Ayiti », lancera sa campagne électorale le 3 septembre dans la ville de Jérémie.

Par ailleurs Fanmi Lavals n'a pas annoncé une sortie officielle puisque selon Maryse Narcisse son parti a toujours été en campagne de proximité avec la population ; alors c'est sans surprise qu'elle a été dans les rues de Pétionville, ce lundi 29 août 2016 - avec l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. Pour la candidate de Fanmi lavalas « lorsque je serai Présidente je vais ouvrir le gouvernement à tous les partis. Les problèmes de gouvernance, de la faim, de l'environnement et de l'emploi ne sauront être résolus avec un seul parti politique »

Jovenel Moise à Léogane

Jude Célestin, lancera sa campagne le mercredi 31 août 2016, à l'Arcahaie

Mattias Pierre et Moise Jean-Charles

AVIS JUDICIAIRES

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur le réquisitoire conforme du Ministère public, maintient le défaut octroyé à l'audience contre la partie défenderesse et pour le profit, adjure les conclusions de la demanderesse et en conséquence admet le divorce de la dame Miot Jean François, née Andrea Jean François d'avec son mari Miot Jean François pour incompatibilité de caractère et injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux les unissant; renvoie les parties par devant l'Officier de l'Etat civil de la Croix-des-Missions pour la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres à ce destinés en lui faisant injonction de délivrer aux époux leur acte de divorce; commet l'huissier Arome Gauthier de ce tribunal pour la signification du présent jugement de divorce, lequel sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale; donne en fin délégation au Doyen du Tribunal de Première instance de la Croix-des-Bouquets pour la commission d'un huissier de son Tribunal en vue de la signification de ce jugement à l'Officier de l'Etat civil de la Croix-des-Missions à telles que de droit.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Vernet Simon, avocat

Doyen au Tribunal de Première Instance de Hinche en audience publique et civile du lundi vingt-cinq (25) mars deux mille Quatorze en présence de Me Fritz Aubourg, avocat, substitut commissaire du gouvernement assisté de Mr Wilfrid Elie, greffier de siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère public près les Tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandements et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Doyen et du greffier susdits.

Pour copie conforme collationnée.

ME VERNET SIMON, AV. MR WILFRID ELIE, GREFFIER.

AVIS

PAR CES MOTIFS, sur les conclusions du ministère public représenté à la barre par Me Joseph Denis Gérard, substitut du commissaire du gouvernement d'Aquin, maintient le défaut requis et déjà accordéà l'audience du jeudi deux juillet deux mille quinze contre la dame Camicia Lorve, pour le profit se déclare compétent pour connaitre l'action en divorce initiée par le requérant Saintil Homme Delpinois et sa femme née Camicia Lorve et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre le sieur Saintil Homme Delpinois et la femme née Camicia Lorve pour injures graves et publiques et incompatibilité de caractère au regard de l'article 217 et suivant du code civil ; en outre, renvoie le requérant par devant l'Officier de l'Etat civil de Saint Louis du Sud pour la transcription du dispositif de cette décision et la rédaction de l'acte de divorce sur les registres destinés à cette fin, commet l'huissier Fritz Bernard de ce siège pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Joseph Denis Gérard substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, greffier du siège en audience ordinaire publique et en ses attributions civiles de divorce, de ce jour jeudi vingt-trois juillet deux mille quinze, An 212e de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement àexécution, aux Officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main; à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits avec trois mots rayés et quatre remis en marge paraphés bons, deux rebouchés bons.

Collationnée pour expédition conforme à la minute.

JEAN CLAUDE NOVEMBRE, GREFFIER.

La course de relais vers notre pleine souveraineté commence à peine

En hommage au camourade Franck Laraque

Par Fanfan la Tulipe

«*Nous ne sommes rien sur terre, si nous ne sommes pas d'abord l'esclave d'une cause, celle des peuples et celle de la justice et de la liberté*»

Frantz Fanon

(lettre envoyée un mois avant sa mort, à l'un de ses amis, Roger Taib)

«…pour nous-mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf.»

Frantz Fanon

(Les damnés de la terre).

On sait que le relais est une course où chaque membre d'une équipe court l'un après l'autre, l'enchaînement se faisant par le « passage de témoin ». En athlétisme, les sportifs se transmettent un bâton jusqu'à la ligne d'arrivée. Il me semble exister une certaine analogie entre le relais et l'histoire de notre peuple. L'épreuve sportive se fait d'un trait, alors que notre histoire se déroule au ralenti, s'étendant sur plusieurs siècles, avec même des pauses ou des interruptions et des reprises. Les masses aussi bien que les élites participent à l'évolution de cette dynamique, assumant ainsi les destinées de leur pays.

Éventuellement, émergent des meneurs d'hommes et de femmes, des penseurs, des leaders, politiques, intellectuels, ou religieux. Ce sont des théoriciens ou des militants. Certains – une minorité – évoluent au gré de leurs propres et égoïstes intérêts de classe, d'autres militent avec en tête les intérêts de la majorité laborieuse et souffrante, en fait les intérêts de la nation. Au fil des ans se transmet le bâton d'un idéal national commun jusqu'à une satisfaisante stabilité, un minimum d'épanouissement social et économique de la nation.

Devanciers et contemporains de Franck Laraque

Notre course de relais a commencé en 1803 avec la masse des esclaves sous la direction d'un dirigeant authentiquement révolutionnaire, déterminé et visionnaire. Une première et glorieuse étape du relais a été franchie avec la décisive victoire du peuple en armes

Franck Laraque : la rectitude morale, intellectuelle et politique par excellence

contre le colonialisme, contre l'esclavagisme. Le 1er janvier 1804, aux Gonaïves, Dessalines transmettait à la nation le «bâton» d'une immense victoire, la première et la seule dans l'Histoire universelle, la mise en déroute de la cruelle inhumanité coloniale de la France.

Le relais devait continuer dans une perspective de construire un pays souverain avec **la liberté pour tous**. Le 17 octobre 1806, il y eut pourtant une **criminelle interruption** de la course, lorsque plusieurs des haut-gradés de l'armée indigène jurèrent et conjurèrent la perte de leur chef, celui qui avait demandé au peuple de faire le serment de «poursuivre à jamais les traîtres et les ennemis de [son] indépendance», les traîtres aussi à l'établissement d'un pays où «les hommes de couleur, fils des Blancs» recueillaient frauduleusement, avec impudence et arrogance, «les successions de leurs pères». Comment «les Noirs dont les pères sont en Afrique» allaient-ils donc pouvoir recevoir le «bâton» de l'indépendance et de la liberté pour le transmettre aux générations futures ?

Ce ne furent pas les généraux d'armée et les politiciens avides de pouvoir qui prirent la relève avec honneur, dignité et fierté nationaliste. Ce furent les masses, quoique reléguées dans «le pays en dehors», et une pléiade d'intellectuels et de penseurs patriotes, progressistes, qui, au cours des ans, ont assumé de continuer le relais d'une lutte incessante pour faire d'une terre à peine éclose à l'indépendance un coin de liberté où une majorité gardée en otage finirait par devenir des citoyens à part entière, où Haïti rejoindrait le concert des nations déjà assurées d'un développement moderne favorable.

Quelque quatre-vingts années après le parricide, au milieu de tumultes et bruits de guerre, deux grands intellectuels haïtiens, Anténor Firmin et Louis Joseph Janvier, prenaient la relève, défendant la souveraineté d'Haïti face aux appétits des États-Unis convoitant assidûment le Môle Saint Nicolas.

Pour Janvier, c'est à partir de Boyer que commence le désastre , c'est-à-dire la marginalisation des masses paysannes, suite à la promulgation du Code rural de 1826 ; l'acceptation de l'ordonnance de Charles X, sans oublier l'irruption de la « question de couleur » dans le champ politique. Dans son ouvrage Les Constitutions d'Haïti (1886),

Franck et Paul Laraque en 2004

Soirée d'hommage à Franck le samedi 21 mai 2011 au journal Haïti Liberté. De gauche à droite : Tontongi, Konpè Balawè, Franck Laraque, Michelle Laraque, Reine Fontaine, Frantz Latour.

Louis Joseph Janvier préconise la négociation comme mode de résolution des conflits, d'autant que le véritable enjeu de la dynamique politique devrait être celui de la nécessaire modernisation du pays.

La **deuxième interruption majeure du relais** sera le fait de l'occupation américaine de 1915 à 1934. Face à ce viol de la souveraineté nationale, la « génération de la gifle » prend le bâton et s'élance à travers des revues militantes, combattantes, d'inspiration nationaliste, dont *La Nouvelle Ronde* (1925), et, surtout, *La Revue indigène* (1927). L'élan patriotique impulsé par ces publications va se renforcer à travers le mouvement indigéniste initié par le docteur Jean Price-Mars qui, dans *Ainsi parla l'Oncle (1928)* s'insurgea contre un certain tropisme français, ce « bovarysme collectif » haïtien, selon sa propre expression, et recommanda aux écrivains d'aller «puiser leur inspiration dans le trésor de légendes, de contes et de croyances alimenté par l'imagination populaire» (Maximilien Laroche) pour devenir des créateurs ; il leur recommanda aussi d'aller puiser aux sources africaines de l'homme haïtien. La résistance populaire, trouvant son

Quant à Anténor Firmin, ses deux années passées au ministère des Finances et des Relations extérieures sous la présidence de Florville Hyppolite sont marquées au coin d'une gouvernance politique avisée et intelligente, empreinte de civisme exceptionnel et d'une extrême probité administrative. Face au manque de formation politique des élites, au fonctionnement anarchique et arbitraire des institutions, à une gestion désastreuse des finances publiques «confinant à l'économie de rapine», il prône des réformes administratives rationnelles devant assurer le développement économique et social du pays, un choix nécessaire à la modernisation d'Haïti.

expression dans la culture orale issue de l'esclavage, les contes, traditions et légendes, ne peut que donner force pour continuer la difficile course de relais.

Avec *Gouverneurs de la Rosée* de Jacques Roumain (1944), *Compère Général Soleil* de Jacques Alexis (1955), le recueil de poèmes *Étincelles* de René Depestre, l'hebdomadaire *La Ruche* (1945-46) fondé par Depestre, Baker, Jacques Stéphen Alexis et Gérald Bloncourt, le *Parti Socialiste Populaire* fondé en 1946 par Anthony Lespès, Philippe Thoby-Marcelin et Étienne Charlier,c'est un nouveau départ dans la course de relais interrompue par l'occupation. Dès lors, un réalisme social et politique de gauche, de sensibilité marxiste, investit la littérature qui se veut engagée, un lieu de défense des aspirations du peuple. Ce qu'illustre le propos de Depestre dans *Le métier à métisser.*« On voulait aider les Haïtiens à prendre conscience de leur capacité à rénover les fondements historiques de leur identité ».

La nuit duvaliériste viendra interrompre violemment et durablement le relais vers une nouvelle indépendance ardemment souhaitée. Toutefois, Roumain, Alexis, Depestre, Bloncourt, Lespès, Charlier avaient été les accompagnateurs ou les prédécesseurs de patriotes qui, soit durant les années d'exil jusqu'au 7 février 1986, soit après, ont formé une cohorte de progressistes, généralement de sensibilité de gauche, déterminés à assurer la relève, à transmettre le bâton de notre dignité de peuple à une jeunesse éprise de justice, de liberté, de démocratie et de changements véritables, ainsi qu'aux masses laborieuses avides d'avoir à dire leur mot en marge d'une foire électoraliste dans laquelle elles ne se sentent pas partie prenante .

Intellectuels, écrivains, poètes, révolutionnaires, activistes, militants, combattants, hommes de théâtre, enseignants, «éclaireurs de l'aube nouvelle», femmes et hommes de vigie qui nous ont aidés et nous aident encore à approfondir la compréhension de la réalité haïtienne pour en trouver, par nous-mêmes, quoique préférablement en compagnie des masses, les justes solutions. Ils ont pour nom : Félix Morisseau-Leroy, André Fritz Dossous (Papadòs), Karl Lévêque, Marie Vieux, Jean-Jacques Dessalines Ambroise, Marie-Célie Agnant, Yanick Rigaud, Adrien Sansaricq, Gérald Brisson, Paul Laraque, Franck Laraque. C'est à ce dernier que nous voulons rendre hommage dans notre rubrique de cette semaine. Franck est décédé le mercredi 24 août, aux petites heures du matin.

Suite à la page (16)

SOIRÉE DU SOUVENIR EN MÉMOIRE DU PROFESSEUR ÉMÉRITE FRANCK LARAQUE

Le journal Haïti Liberté et la revue Tanbou s'honorent d'inviter à une «Soirée du souvenir» tous ceux et toutes celles qui ont connu, apprécié et aimé le très regretté professeur émérite, patriote et infatigable militant Franck Laraque décédé le mercredi 24 août, en son domicile, à Boulder, Colorado, après une longue épreuve courageusement supportée. Différents intervenants seront présents pour rendre hommage à cet «éclaireur de l'aube nouvelle» que fut le camarade et ami Franck Laraque. Place : Salle de conférence Harry Numa au local d'Haïti Liberté

Adresse: 1583 Albany Av. Brooklyn NY 11210
Heure: 7: 00 P.M
Téléphone: (718) 421-0162
Prière d'appeler le journal pour tout renseignement relatif à cette « Soirée du Souvenir». Merci.

Franck Laraque kite nou !

Omaj Tontongi

Se avèk dlo nan je nou aprann nouvèl lanmò zanmi nou Franck Laraque, youn nan pi gwo gason vanyan peyi Ayiti met sou latè. Li trepase lakay li nan Bouldè, eta Kolorado, nan mèkredi 24 dawout a 6 zè dimaten, alaswit konplikasyon konjesyon serebral ak nemoni. Franck Laraque te gen 94 zan.

Depi apre l antre nan Nouyòk, Etazini, an 1957, Franck Laraque toujou rete yon prezans konbatif nan lit pou liberasyon pèp d Ayiti kit kont dominasyon diktatè sanginè, kit kont dominasyon boujwazi eksplwatè ouswa dominasyon enperyalis. Lè frè li Paul Laraque jwenn li nan lekzil nan Nouyòk an 1961, yo fòme yon koup aktivis, veyadò enfatigab pou enterè pèp oprime ayisyen an e pou sa yo rele a « Dezyèm Endepandans » Ayiti. Yo itilize tout mwayen legal posib, petisyon, reyinyon piblik, atik jounal, manifestasyon nan lari, elatriye, pou ekspoze malè peyi d Ayiti devan lemonn antye e pou denonse koupab anndan ak koupab deyò ki te reskonsab malè yo.

Li pase venn-twa zan ap anseye nan City College, nan Nouyòk, kote etidyan l yo considere l kou yon resous endispansab ; nan prefas dènye liv Franck Laraque a, *L'Instrumentalisation de la pensée révolutionnaire,* Frantz-Antoine Leconte di pwofesè Laraque « ankouraje kreyasyon kou envantif nan literati, filozofi, sosyoloji, relijyon, sikoloji an kreyòl ayisyen ak sou istwa nwa-ameriken, li ret toujou fidèl ak misyon pou l agrandi, ouvri orizon konesans etidyan yo. (...) Se te yon gran lonè pou aprenan yo lè li te fasilite yo eksplore yon monn yo te defann yo konnen : monn mati etazinyen ki te goumen, nan risk pou lavi yo, pou emansipasyon tout moun ».

Max Manigat te konn Franck lè l t ap anseye nan City College, men temwayaj li bay sou li nan liv Franck lan, *L'Instrumentalisation de la pensée révolutionnaire* : « [Franck Laraque] ak kèk lòt pwofesè pran devan pou yo kreye yon depatman Black Studies lan kolèj la. (...) Depi jou Depatman Black Studies City College la derape Frank konsidere li tankou yon ti pyebwa li te plante ; se li ki pou okipe li, veye li ap grandi. Li lage tout entelijans li, tout devouman li pou Depatman an devlope : kreyasyon nouvo kou, chèche bon pwofesè, enterese etidyan pran kou yo, mande etidyan yo menm pou yo sijere kou yo ta renmen. Kanta pou etidyan ayisyen yo, li toujou ankouraje yo aprann lang yo, literati yo, istwa yo. Se konsa li te fè mete kat kou lan kourikoulòm lan – m ta di espesyalman pou yo : Creole Languages in the Caribbean ; The Haitian Revolution and the Black Experience ; Black Literature of French Expression, Fanon and the Third World. Devan pouryanis anpil jenn Afriken-Ameriken, Karibeyen- Ameriken ak Ayisyen-Ameriken, lan kolèj la, k ap mache san direksyon, li pouse pou Depatman an adòpte lòt kou tankou : Negritude as a Cultural Movement ; Race and Politics in the Caribbean ; Caribbean Leaders ; Malcom X : His Life. Leadership and Legacy ; Martin Luther King Jr. and the Mass Non-violent Movement ; The Politics of Hunger. (...) Frank pa te pwofesè sèlman ; li te "mentò" [gid, konseye] tou. Se pa yon manyèl konduit li te prete etidyan yo pou yo te aprann bon prensip. Non ! Non ! Se konpòtman li ki te liv la. Nan gade li ap viv yo te aprann : disiplin, ak solidarite – pa lan bouch ase, men toutbon vre ; jan pou yo te kanpe sou pozisyon politik ki korèk ; jan pou yo toujou kenbe pawòl yo : wi se wi, non se non. Biwo li te yon apye kote etidyan te monte desann pou vin pran konsèy ak plis eksplikasyon sou sa ki te di lan klas yo pa te fin byen konprann. Si m pa twonpe m, gan ansyen etidyan ki jouk jounen jodi pa janm lage li poutèt bon enfliyans li te gan sou yo depi plis pase trant, karant an. »

Tontongi ak Franck Laraque nan jounal Ayiti Libète

Depi lè li te ti jèn ofisye nan Lame d Ayiti pandan premye mwatye ane 1950 yo, an pasan pa pwofesora li nan City College nan Nouyòk, rive nan retrèt li de ansèyman (yon « retrèt » ki pa anpeche l kontinye kontribye, nan medya ayisyen yo, etid, atik ak kòmantè kritik sou tout grann evennman, kesyon ak katastwòf ki akable peyi d Ayiti), Franck Laraque toujou rete yon lespri lib, sètadi yon konsyans kritik ki demistifye tout move mit e refize tout entèdiksyon, keseswa entèdiksyon onivo ide, posiblite, ouswa onivo rèv pou reyalize.

Nan posfas mwen ekri pou *L'Instrumentalisation de la pensée révolutionnaire,* mwen pale kouman Franck Laraque te nwaye nan mitan powèt lè li t ap leve kou ti jèn jan : dabò Paul ak Guy, men tou Émile Roumer, Jean F. Brierre, René Bélance, Regnor Bernard, Fernand Martineau, Hamilton Garoute, Raymond Chasssagne, Josaphat-Robert Large, elatriye. Mwen pale tou de enterè misye te montre nan Jacques Roumain ansanm ak atirans li pou ekonomi politik, epi sitou ensistans li pou nou adopte yon praksis ki ankouraje aplikasyon anpirik konsèp revolisyonè yo, sètadi bati lekòl pou timoun aprann, bati lopital pou swaye malad, òganize kowoperativ pou regwoupe resous peyizan yo, fonde gwoup daksyon pou fouye kanal, rebwaze tè tèt kalbas yo, an brèf, yon liy daksyon « otojèn », sètadi yon pwogram daksyon ak ajisman ki konte sou pwòp fòs ak resous pa nou, eke noumenm nou mennen sistematikman jiskobou.

Nan posfas la, mwen rann temwayaj de penetrasyon analiz Laraque yo ansanm ak pèsistans konviksyon li yo san konte sous enspirasyon zèv li yo genyen. Kan tout bagay fin di, apre tout gwo diskou, kesyon ekonomik yo, kouwè Marx te montre eke Laraque vin konfime, toujou rete kesyon prensipal yo paske yo se motè lit de klas yo. Sa Marx rele priz de konsyans oprime a, Franck Laraque rele l « alfabetizasyon ekonomik » oprime a, etap endispansab konsyantizasyon ak liberasyon li.

Antanke nonm ki renmen literati, misye konnen li pat ka rivalize avèk de frè l – Paul ak Guy –, men, kou nou wè nan liv li *Révolte dans le théâtre de Sartre,* san wetire bèl lirik li ekri sou Jean Brierre, Jean Métellus, Jean Métellus, Cauvin Paul, Marie Chauvet, Guy Laraque, ansanm ak tradiksyon powèm pitit fi li Marie-Hélène Laraque nan liv li *Haïti : La lutte et l'espoir,* Franck Laraque rete nan nanm li yon powèt, men ou ta di, yon powèt ki vann vè li yo pou l ka bay kominote a manje. Li ekri *Défi* à *la pauvreté* apre *La Révolte dans le théâtre de Sartre,* yon tèks kritik chaje ak pwezi sibtil, an soudin, an lonè zèv teyat gran filozòf libète a.

Nan yon peryòd de 16 zan, Franck Laraque pèdi senk moun ki te trè chè ak li, dabò frè li Guy Laraque (1991), bèlsè li Marcelle Pierre-Louis (1998), pitit fi li Marie-Hélène Laraque (2000), madanm li Anne-Marie Dupuy Laraque (2002), epi frè li, kanmarad lit li, Paul Laraque (2007). Byenke trajedi sa yo boulvèse l anpil, li toujou rete fò pou sa k ret dèyè yo ; li toujou dirije lespri l sou sa k fèt pou rann prezan nou ak fiti nou miyò. Li toujou parye sou lavni.

Jiskalafen, Franck Laraque rete yon imanis ki renmen moun e ki renmen lavi. Li toujou reve de yon Ayiti ki libere e ki fè aplike jistis sosyal ak egalite politik, kiltirèl, lengwistik e ekonomik. Lefètke l met aksan sou resous aktyèl e potansyèl peyi a, ansanm ak sou kapasite ine pèp la genyen, li rann menm lè a posib sa yo te panse

Suite à la page (14)

Jistis pou Harry Numa!

Nan kalfou malè
Pa plen bouch nou dlo
Pou nou pa pale !

Pa koute malpalan yo
K ap di nou
Mete dlo anba kòd
Akize dlo, mare dlo, arete dlo
Eske n kapab sere dlo
Mete dlo lan prizon
Pou malere
Pa jwenn dlo.
Dlo deja ra
Lapli pa tonbe
Tiyo nou pa gen dlo
Jaden nou pa jwenn dlo
Yon bokit dlo
Vann tèt nèg
Mache chache
Chache konnen
Kote kokoye jwenn dlo
Pou l ap vann li konsa
Se dwa nou !

Men
Ala kote moun yo kapab
Yo fè pawòl menm sou dlo
Dlo gen bon do
Paske gen dlo ki konn monte
Monte desann
Bwote bèt, bwote kay, bwote moun
Al lage yo nan rivyè
Gen dlo tou
Se tankou lanm lanmè
Y ap alevini
Alevini tout tan
Ak tout raj
Y ap pote doulè
Kay fanmi militan
Militan ki monte
Sou resif men reken
Sou resif dan reken

Ala kote moun yo kapab
Yo mennen nou lan dlo
Pou n pa chache konnen
Sa k fè nou mal.
Sa k fè dlo ak kouri nan je nou
Pou n pa chache konnen
Kote sousdlo a pete
Ki anvayi peyi a konsa
Peyi a dlololo
Dlo nan je
De ran dlo
Nan je
Ap kriye !

Nan tan eklere sa a
Moun yo pa pè di w
Twòta te bare Harry
Nan lari fènwa
Sou yon vye pon
Nan lari Ayiti
Yon peyi k ap rale bak
San jamè vanse
Nan rale bak tou
Harry tonbe nan dlo
Nan rivyè Jeremi
Se pawòl sa a
Yo vle fè nou kwè
Se dlo ki kondi machin Harry
De pye devan
Mennen l pakdisouvni !

Non mezanmi se pa konsa
Sa pase
Nou pa ta fè sa konsa
Se jodi ansasen ap frape jenn gason
Toupatou nan peyi a
Ti madlo sa a twò piti
Pou l ta pote potorik sa a ale
Harry pase san en pasdlo
Travèse konbyen bwasdlo
Se pa ti madlo sa a
Ki ta pou mete
Dlo nan je nou
Dlo nan bouch nou
Pou n pa mande
Jistis ! Jistis pou Harry Numa !

Berthony Dupont

RADIO SUD INTERNATIONALE
Suivez tous les samedis "ca se dit cette semaine "
SUR RSI DE 21H (3H-Haïti-USA) A 23H.
www.radiosudinternationale.com
ET LES DIMANCHES de 17H A 18H.SUR
RADIO FREQUENCE PARIS PLURIELLE , 106.3 FM,
www.rfpp.net

Soleil Radio D'Haïti
Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

RADIO Omega 96.3 FM SCA
www.radioomegasca.com
Former - Informer - Transformer
Audio Now: 712 432 6353
Vladimir Petit-Frère, Journaliste
Directeur Général
486 East 34th Street
Brooklyn, N.Y 11203
vladimirpetitfrere@yahoo.com
(561) 670 0122
Studios:
347 985 2028
347 985 2029
347 985 2030
Office: 347 985 2031

Les élections en Haïti: une arme à double tranchant?

Par Jacques NESI

L'histoire des luttes pour la démocratie retiendra que douze mois (Août 2015) après avoir mobilisé tant d'énergies, tant de ressources, et après avoir posé tant d'obstacles à l'économie à enregistrer quelques points de croissance, après avoir causé tant de tensions, de déchirements internes, Haïti ne parvient pas encore à garantir aux électeurs que leur vote ne serait pas dérobé par de nouveaux experts en élections frauduleuses, expertise soutenue et externalisée par une rationalité déroutante et une division du travail étonnante (de la falsification, de la commercialisation des cartes de l'ONI, l'introduction d'un flux pléthorique de mandataires dans les bureaux de vote, jusqu'à la falsification du système informatique au centre de tabulation). Ce qui est une simple formalité pour certains pays, expérimentés ou fragiles en démocratie électorale, devient un défi insurmontable pour Haïti. Sa principale difficulté: Haïti ne parvient pas encore à s'approprier les règles minima de la vie démocratique: garantir des élections justes et le principe de la soumission au verdict des urnes.

Les perdants ont pour devoir d'accepter leur échec, les vainqueurs d'engager le pays sur la voie pacifique de la conciliation. Ce comportement élémentaire s'apparente pourtant à un exercice difficile aux acteurs politiques haïtiens. Il apparait nécessaire de se demander si les passions des haïtiens pour les élections ne se transforment pas en pathologies, si la compétition de personnalités, de groupes disqualifiés n'aboutit pas à des effets pervers pour remettre en cause les élections (législatives et présidentielles). Elles deviennent un poison, un cancer, qui est à l'origine de nombreuses dérives institutionnelles: corruption, achat et vente de voix, violence, extorsion des voix des citoyens, dilution des valeurs morales, perte d'autorité morale, défiance des citoyens envers les élus, faiblesse de la norme, affaiblissement de l'Etat.

On est à se demander : à quoi servent ces démonstrations organisées, baptisées élections, depuis douze mois par des possesseurs de capitaux, ces magiciens de réseaux qui paralysent la vie sociale, font obstacle au respect des lois, rameutent les bas instincts d'une population en déshérence? Qu'est ce qui fait courir tous ces candidats aux élections sénatoriales, présidentielles-ils étaient plus d'une cinquantaine-sans verser dans le populisme anti-électoraliste à caractère idéologique et démagogique? Un président de la République est-il utile à ces haïtiens, ces forçats du sol, ces déracinés de la plèbe, ces humiliés de la république dominicaine, du Brésil, de la Colombie…ces déçus des piètres, illusionnistes présidents qui n'ont "droit qu'à la faim, à la soif, à l'indigence", pour que leur avènement vale au pays souffrant tant de péripéties, de tensions, d'énergies broyées? Quel est alors le sens de la politique, pour reprendre la question d'Hannah Arendt?

Les élections ne sont qu'un moyen pacifique pour valoriser l'expression de la citoyenneté, libérée d'une dictature qui a exercé sur les citoyens durant 29 ans une répression aveugle et sanglante, au nom de la captation obsessionnelle du pouvoir politique. L'accès aux élections devient un moyen de la restauration de la citoyenneté prisonnière et enchainée par le maitre Duvalier. Briser les chaines de l'oppression trouve sa confirmation dans les élections, seule voie où le citoyen des champs, traité en paria, se sent l'égal du citoyen des villes, civilisé et occidentalisé. La politique a alors un sens, quand elle vise à créer les moyens de la reconnaissance de l'esclave. Quand Hannah Arendt traite du sens en politique, elle cherche à comprendre comment l'activité politique peut être mise au service de la dignité de l'homme brimé par les fers des dominants et restauré par les élections. "Le sens d'une chose, contrairement à son but, réside toujours en elle-même, et le sens d'une activité ne peut persister qu'aussi longtemps que cette activité dure. Cela est valable pour toutes les activités et également pour l'action, qu'elle poursuive ou non un but".(H.Arendt. Qu'est- ce que la politique? Editions du Seuil, 1993,p.129).

Les élections sont vite comprises aujourd'hui par les citoyens comme étant une opportunité de gagner de l'argent

Ce que nous donne à voir la politique, ce sont les résultats: la défiance, l'exit, la défection, la non-participation. Le sens des élections ne devait être en aucun cas un désastre tel qu'il s'est forgé et se cristallise en Haïti. "Compte tenu du désastre dans lequel les évènements politiques ont plombé les hommes, nous nous demandons en conséquence si la politique a finalement un sens…La véritable raison, c'est que l'action politique du moins, ne se caractérise-t-elle pas précisément par l'absence de principe."(Id.p.131).Ainsi, il ne suffit pas de proclamer haut et fort que les élections sont "transparentes, crédibles", alors que les principes posés par le décret électoral, sont pourtant violés, détournés par les mêmes acteurs qui prétendent exercer des responsabilités, au plus haut niveau de l'Etat, parlementaires, ministres, directeurs généraux, policiers, magistrats. (Pensons aux nombreuses arrestations d'individus qui ont violé le décret électoral, libérés par l'intervention de parlementaire sortant.) C'est ce qui explique ce désastre qui ruine l'équilibre politique de la société haïtienne.

La dépossession des normes de leur valeur.

Ces longs mois sont marqués par la formation d'une crise électorale où la radicalisation des positions des uns rivalise avec la satisfaction des gains tribaux des autres. Même au-delà de cette période, l'issue est incertaine.

Alors que le premier tour des élections présidentielles venait de se dérouler en Août 2015, des dirigeants de partis politiques, certains observateurs locaux ont dénoncé le caractère frauduleux des élections et réclamé la formation d'une commission d'enquête, même si les observateurs internationaux ne partagent pas le constat de fraudes. Plus, face à la persistance du régime mickiste et des dirigeants du Conseil Electoral Provisoire soupçonné d'imposer un candidat fabriqué de toutes pièces, éloigné de l'activité partisane, pris par « l'affreux mystère du destin", la mobilisation contre les résultats des élections du "premier tour" s'est renforcée. Se déployant selon des modalités d'actions de leur choix, les acteurs mélangeant les déceptions d'un pouvoir auto-suffisant et méprisant, la dégradation du climat économique, l'augmentation de la pauvreté achèvent de convaincre les citoyens qui hésitaient à exprimer leur confiance au pouvoir mickiste.

Par l'exacerbation des tensions, la polarisation associée aux orientations des ambassades, une vaste mobilisation est venue à bout du pouvoir, qui ne jurait que par l'organisation d'un scrutin avec un seul candidat. Certes, le gouvernement d'Evans Paul a tenté de trouver une issue favorable par la formation d'une commission d'enquête, qui au pas de charge, a proposé des recommandations ; mais celles-ci furent limitées, timides, prudentes, conservatrices, trop accommodantes pour être compromettantes pour le pouvoir agonisant de Martelly. L'affrontement durant de longues semaines se rapportait aux exigences de transparence, de sous-entendus pour une exclusion du candidat du pouvoir, soutenu avec intelligence, maestria, tact et stratégie de Jude Célestin. Il a su temporiser le jeu, plomber la capacité du Conseil électoral, coincer le Core Group, qui malgré ses pressions a dû intervenir pour empêcher la tenue d'un scrutin le 25 janvier avec un candidat.

Le Groupe des 8 principaux candidats a donc eu gain de cause et la "communauté internationale" est forcée de réévaluer la situation, d'ajuster son positionnement. La fin du mandat de Michel Martelly a créé un vide institutionnel auquel tentait de répondre le Parlement assisté d'un astucieux opportuniste, Jocelerme Privert, arrivé au pouvoir à la suite d'une négociation étroite avec le chanteur-président en vue de la poursuite du second tour et de la désignation d'un président de la République le 14 juin. Aux termes d'une appropriation du temps (voir notre article" La manière haïtienne de penser le temps en transitions démocratiques",www.rdsf.fm) comme horloger florentin, Jocelerme Privert en maitre du temps a créé une "commission indépendante d'évaluation et de vérification électorale" composée de personnalités crédibles au-dessus de tout soupçon.

Sa formation a été instrumentalisée d'une part, par le "Pati Ayisyen Tèt Kale" (PHTK) qui la soupçonne d'être une exclusion emmitouflée de son candidat, de l'autre, par les autres concurrents qui tentent de l'investir comme une force de rééquilibrer les représentations partisanes en leur faveur(LAPEH,PITIT DESSALINES,-FANMI LAVALAS…),par une campagne de communication structurée autour d'une polarisation porteuse de germes de radicalisation, de tensions. Cette commission est chargée de répondre à quatre exigences des acteurs politiques: clarification, c'est à dire indiquer ce qui s'est passé lors des élections législatives et présidentielles, réparation c'est à dire proposer des recommandations à l'Exécutif, au Conseil Electoral, promotion de la participation, c'est à dire indiquer les candidats dans l'ordre d'arrivée, punition : sanctionner les candidats qui ont été les auteurs de violations du décret électoral. Et par un raisonnement prudentiel, certains acteurs ont adhéré aux objectifs de la commission, quelques heures avant la conclusion des travaux de la commission, un mouvement de rejet de la commission a émergé, ce qui risquerait d'entraver toute idée transactionnelle, nécessaire à la pacification de la société haïtienne. Etait-il utile de renouveler la séquence des tensions après la publication des conclusions de la commission? Les heures de tension, de tiraillement précédant les consultations électorales, tendent à discréditer les élections, comme voie régulière et vertueuse à la pacification de la société.

Quels sont les facteurs qui expliquent le détournement de la finalité des élections ? Pourquoi sont-elles considérées comme un poison ? Qu'est- ce qui explique le poids des tensions entrainées par ces consultations électorales? D'abord, la rareté des ressources disponibles en Haïti ouvre un nouveau marché concurrentiel. Les élections s'inscrivent dans des logiques économiques à court terme. La congruité des ressources dont dispose Haïti ne garantit pas l'accès à toutes les catégories sociales. Les commerçants, les acteurs politiques s'impliquent dans l'activité électorale comme des acteurs qui investissent cette nouvelle opportunité, en tant qu'acteurs rationnels, soucieux de la satisfaction de leurs intérêts égoïstes. L'économie locale est si réduite que les brasseurs d'affaires et les politiques ne s'excluent pas les uns les autres, ils sont partie prenante des mêmes activités liées à la criminalisation de l'économie. Les élections permettent donc, à certains acteurs de s'enrichir, à la suite d'une transaction de coopération. Ils sont les mieux placés pour s'approprier les avantages de ce marché ouvert par la démocratie électorale.

Ensuite, les haïtiens pauvres, marginalisés par la faiblesse, l'absence de capital social (de réseaux) qui se passionnent pour les élections sont les dindons de la farce. Alors qu'ils ont été toujours déçus de l'espoir placé dans l'avènement d'un homme providentiel, ils se montrent disposés à écouter les sirènes des mêmes candidats, les mêmes marchands d'orviétans qui vendent de la poudre de perlimpin. L'illusion séduit comme un fol espoir des haïtiens qui, malgré leurs souffrances, s'attendent à ce que leur destin soit transformé en le confiant à un homme. Celui-ci compte également sur les élections pour se refaire une santé économique, ou pour réussir une intégration dans la vie sociale et politique. (Pensez au cas des chanteurs, des militants associatifs, des transfuges de la diaspora, des prêtres, des évangélistes infortunés qui font de la politique…)

En focalisant toute l'attention sur ces élections, cette confrontation mine non seulement les ressources rares des régions éloignées du centre politique, mais également paralyse les initiatives des jeunes qui espèrent à travers les élections accéder aux ressources par le déploiement des stratégies de prédation. De même, la durée du mandat de certains élus, trop longue, six ans pour un sénateur, le nombre pléthorique de parlementaires (119 députés), le faible rendement législatif, l'absentéisme, les privilèges et l'impunité associées à cette fonction renforcent la dramaturgie excessive à laquelle ont conduit ces opérations théâtrales.

D'ailleurs, il n'existe aucune possibilité de demander des comptes à ces élus qui agissent durant leur mandat, bride sur le cou, comme des "rois" thaumaturges, annoncent, se promènent, rencontrent, plastronnent, ne disposent d'aucun bilan matériel. Les haïtiens n'ont aucune possibilité d'empêcher la réélection d'un élu corrompu et prédateur. Les magistrats, les policiers, les ministres, la presse, la société civile…légitiment, par connivence, lâcheté et par intérêts, le sacre de ces hommes aux trajectoires sinueuses et aux profils douteux dans des espaces longtemps considérés comme imperméables aux offensives des malfrats. En conséquence, ces élections ne sont que des farces, laissent la place à l'idée que la démocratie électorale serait la panacée aux problèmes d'Haïti. Il ne faut dès lors, chercher ailleurs, les explications de l'abstention : les élections sont vite comprises aujourd'hui par les citoyens comme étant une opportunité de gagner de l'argent également en décidant de commercialiser la légitimité, au mépris de la discrétion du vote, dont ils sont dépositaires pour la durée du mandat des "élus".(Pensons à une pratique connue aujourd'hui, pas assez dénoncée et combattue, celle du vote déclaré et vendu aux enchères !)

Ces élections, jusqu'alors, sont loin d'être démocratiques. Depuis plusieurs années, des experts et autres acteurs intéressés véhiculent l'idée que le mode de désignation du président de la république serait démocratique. Cette idée très répandue participe du raisonnement que la démocratie se réduirait au fait d'élire ses dirigeants, mais que toute élection serait par nature "démocratique". Le caractère démocratique d'un Etat se mesure à la capacité des citoyens à élire les mandants, en toute liberté, sans contrainte dans un environnement qui garantisse l'égalité des droits à tous les candidats. Or le nombre élevé

Suite à la page (19)

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

In memoriam : Franck Laraque Un dernier Abrazo

Franck Laraque

Par Alain Saint Victor

Malgré son âge avancé (94 ans) et la maladie courageusement supportée, le décès du professeur Franck Laraque surprend beaucoup d'entre nous qui étions ses anciens étudiants. C'est là, peut-être, l'une des caractéristiques de ces hommes et femmes dont la vie, la militance et les prises de position semblent défier la mort elle-même.

L'existence de Franck Laraque est marquée par le militantisme: d'abord l'exil en 1957, il s'établit à New York avec sa famille où il entreprend, en compagnie d'autres camarades de sa génération (dont son frère Paul et Max Manigat, entre autres), de dénoncer et de combattre le régime sanguinaire de Duvalier. Son combat contre le despotisme duvaliérien a été constant et inflexible. Mais à l'encontre d'une certaine droite qui voyait dans le duvaliérisme le mal absolu, un régime dont la disparition entrainerait automatiquement la libération et la prospérité du pays, Franck Laraque invitait ses étudiants et la communauté haïtienne de New York à penser de manière plus profonde les problèmes du pays d'origine. Ses émissions hebdomadaires à la radio communautaire, ses articles et ses conférences montraient clairement que le pays, au-delà du duvaliérisme, était en proie à des problèmes structurels profonds, historiques, et dont le duvaliérisme lui-même, malgré sa criminelle singularité, ne représentait qu'un moment dans l'histoire de l'oppression du peuple haïtien. Cette correspondance, entre l'État duvaliérien et les structures sociales et économiques qui le sous-tendent, allait éclater au grand jour au lendemain de la chute de la dictature : les massacres et les assassinats, mais aussi l'ingérence étrangère, reflétaient et continuent de refléter une volonté de rétablir le statu quo ante.

Mais Franck Laraque, c'est d'abord le professeur connu par plusieurs jeunes qui fréquentaient le City Collège de l'Université de la ville de New York. Alors étudiant au cours des années 1980, je l'ai rencontré, pour la première fois, sur le campus de ce collège. Affable et d'une sympathie naturelle, toute sa personne dégageait l'humilité et la simplicité. Il encourageait les étudiants haïtiens, antillais, afro-américains à suivre des cours sur l'histoire d'Haïti, de la Caraïbe, de l'Afrique et des Noirs américains. Récemment immigrés, plusieurs d'entre nous, jeune haïtiens, avions l'esprit truffé de mythes sur le passé de notre pays, d'histoires de héros de l'indépendance, d'individus qui auraient accompli les prouesses qui ont rendu la nation «fière et libre», etc.

Franck Laraque ainsi que d'autres professeurs comme Max Manigat et Edward Scobie s'évertuaient à déconstruire ces mythes. Au cours des années 1970, ils ont contribué à mettre sur pied Le Black Studies Department qui était devenu un centre de réflexions, d'apprentissage pour les étudiants cherchant à comprendre le passé, mais aussi la société contemporaine. Nous découvrions la complexité de la révolution haïtienne, l'histoire antillaise, de l'Afrique, mais aussi la pensée de personnages dont nous avions une connaissance très superficielle : W.E.B Dubois, Marcus Garvey, Paul Robeson, Langston Hughes, Malcom X, Frantz Fanon, Martin Luther King, Walter Rodney, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Jacques Alexis, Jacques Roumain, etc. Comme l'a fait remarquer Tontongi dans son article [1], Franck Laraque consacra beaucoup d'énergie à la mise en œuvre de ce département et à élaborer une pédagogie efficace pour faire comprendre aux étudiants la pensée de ces auteurs. Dans ses cours, on remarquait des jeunes de différentes nationalités.

La chute de la dictature en 1986 ouvrit de nouveaux horizons, d'autres enjeux devraient être considérés. Si la lutte pour démacoutiser et déduvaliériser les institutions de l'État et l'armée restait essentielle, des questions abordant les structures socio-économiques occupaient une place importante dans les débats. Franck y contribua de façon remarquable [2].

Après la retraite, il était devenu un ami, un mentor et un camarade. Il est resté un homme de convictions jusqu'au dernier moment de sa vie.

Abrazo Franck. ¡Hasta Siempre!

Reprise du dialogue haitiano-dominicain

De gauche à droite l'ambassadeur dominicain en Haïti Ruben Sillié, le chancelier dominicain Miguel Vargas Maldonado, le président provisoire Jocelerme Privert et le ministre haïtien des Affaires étrangères Pierrot Délienne

Par Milo Milfort

Le ministre haïtien des affaires étrangères Pierrot Délienne a rencontré ce mardi 30 août 2016 à Pétion-Ville, son homologue dominicain Miguel Vargas Maldonado en marge d'une visite de quelques heures effectuées dans le pays.

« *Mûs par une volonté commune de travailler au rapprochement de nos deux pays partageant l'Ile, nous avons compris, qu'il était tout à fait important dans l'intérêt de nos deux peuples, de renforcer et de dynamiser le dialogue en vue du resserrement et de la consolidation des liens qui les unissent* », a déclaré le chancelier haïtien M. Délienne, dans son discours de circonstance.

Pour le chef de la diplomatie haïtienne, cette visite constitue la preuve de la manifestation indéniable des autorités dominicaines à œuvrer à l'harmonisation des relations bilatérales. Il rappelle que les deux pays partageant l'île sont liés par les servitudes de l'histoire et de la géographie, ajoutant que la culture de l'amitié, le développement de la coopération et l'esprit de solidarité constituent des pierres angulaires dans la construction de leur avenir.

« *Nous avons l'obligation de renforcer les bases d'une entente durable et de respect mutuel par un dialogue fructueux sur tous les sujets d'intérêt pour les deux pays* », a-t-il fait savoir. Il n'a pas cessé de mettre l'accent sur la volonté et le rêve de la terre d'Haïti d'entretenir des relations de bon voisinage avec la République Dominicaine.

« *La réalité des relations bilatérales nous enjoint de nous atteler à la tâche avec une énergie renouvelée* », souligne le chancelier haïtien, indiquant que lui et son homologue ne doivent faillir dans un contexte où les deux pays font face à nombre de défis appelant à des actions concertées et soutenues. « *Les difficultés qui peuvent nous affecter au quotidien participent pour la plupart de la normalité des rapports entre voisins, notre devoir est d'œuvrer dans relâche dans la perspective de leur dépassement* ».

Pour sa part, le ministre des relations extérieures de la République Dominicaine, Miguel Vargas Maldonado dit apprécier cette visite qui a donné lieu à des échanges d'idées sur le développement des relations bilatérales au long de la nouvelle période du gouvernement du président Danilo Médina, récemment réélu.

« *Le but est de réaliser un dialogue franc et sincère durant lequel les coïncidences puissent dépasser largement les différences* », a-t-il souligné. Le fonctionnaire assure que son pays est engagé dans la sécurité régionale et locale, notamment dans la lutte contre le trafic de drogue et autres illicites internationaux comme le transfert d'armes et la traite de personne par des groupes criminels transnationaux.

« *Je contemple un plus grand engagement envers des échanges fructueux pour combiner les meilleures pratiques des deux pays. (…) Je peux vous assurer qu'il y a un réel intérêt pour travailler coude à coude avec nos frères haïtiens afin de générer de la richesse, de renforcer les liens et de nous appuyer sur la force de chacun d'eux pour surmonter les faiblesses* », a déclaré le chancelier dominicain.

Dans son discours, il a beau vanter les mérites de l'histoire d'Haïti, tout en croyant que le temps est arrivé de s'asseoir et de discuter sérieusement un traité qui puisse stimuler les échanges commerciaux bilatéraux, créer des richesses pour les deux peuples et renforcer les liens historiques d'échanges commerciaux.

« *Haïti est un voisin d'une dignité testée tout au long d'une histoire parsemée de drames, mais aussi d'héroïsme. C'est un peuple d'énergies insoupçonnées, qui a fait face à de majuscules adversités sans perdre la cohésion sociale* », dit-il.

A la suite de cette réunion, les autorités des deux pays se sont mis d'accord sur la nécessité de se réunir régulièrement afin de restaurer les tâches de la commission mixte bilatérale.

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST
TRADUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION
FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN
TAXES
EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS
SELF-EMPPLOYED
FILED YEAR-AROUND
K-EXPRESS
lakay se lakay
1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN,NY
OPEN MON-SAT 9 AM- 6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

JETCO
Shipping
• Boxes, Barrels, Containers
• Cheapest Rates & Best Service
• Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
• Shipping within 6 Weeks
Etienne Victorin
963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

LEARN A NEW LANGUAGE
with RINCHER'S SYSTEM
Spanish • English • French • Kreyòl
Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs
Price range:
only $25 - $35
Write, call, email, or visit:
Universal Book Store
(formerly Rincher's Book Store)
2716 Church Avenue,
Brooklyn, NY 11226
718.282.4033
Email: rincherexpress@gmail.com

Spreading Disease Worldwide:

UN Troops Have Infected Haiti with Two Strains of Cholera

by Dady Chery

Like the plantain weed, *Plantago major*, which so reliably matched the movements of European settlers through North America that it became known as "the white man's footprint," the cholera epidemics of the last 15 years have closely followed the growth and trajectories of United Nations troops.

Haitians have been infected not once, but at least twice with cholera from the UN. As of this writing, Haiti is smarting from a resurgence of cholera that began in September 2015. The infections are probably not due to the Nepalese strain of cholera that caused the October 2010 epidemic but to newly introduced cholera from Bangladesh. Recovery from an infection with one strain of cholera does not confer immunity against another, so the UN has sickened some unfortunate people and their children multiple times. Before I go into the details of the new epidemic, let us look more broadly at the UN peacekeepers' role as a new vector of disease in the world.

UN Photo

Nepalese UN soldiers from Haiti arrive in Juba, South Sudan

Marco Dormino, UN Photo

An all-female police unit from Bangladesh arrives in Port-au-Prince, Haiti in 2012, a public relations "gimmick"

UN Deployments Worldwide

The UN currently runs 16 military occupations, with guidance and funds from major world powers and the so-called emerging powers. Multinational armies of blue helmets prey on various countries, especially in west and central Africa, mainly to safeguard the colonial interests of France and the United States. Emerging powers like Canada, Brazil, India, and South Korea tag along, salivating for seats on the UN Security Council. Their representatives enrich themselves on the kickbacks from contracts for lucrative projects such as mining, peacekeeper training, construction, hydro-power, and textiles, which depend on the oppression of a supply of abundant cheap labor.

Altogether, the military occupation missions cost more than $8 billion per year. Their names are confusing interchangeable acronyms like MINUSCA, MINUSMA, MINUSTAH, UNMIL, and UNMISS, and it is quite appropriate that this should be so, because, everywhere the blue helmets go, their activities and atrocities are the same. These include assaults, rapes, arms trafficking, human trafficking, prostitution, murder, and the dissemination of infections. Except in Lebanon, where the actions of Hezbollah have kept the UN troops in check, cholera epidemics have flared up in every country where these troops have had a major presence since 1999.

The above table suggests that, although Haiti's 2010 cholera was the most scandalous and best-studied case of the UN's introduction of an epidemic of disease into a country, it was probably not the first such infection nor the last. The reason for these infections is simple: the introduction of UN troops into countries represents a heavy burden on their infrastructure. The sanitation on UN bases is usually shoddy, and UN troops' untreated wastes are routinely dumped into rivers. Furthermore, the largest contingents of UN troops come from Bangladesh, India, and Nepal, all of which are South Asian countries where cholera is endemic.

I have closely monitored Haiti's epidemic and examined the others, and it is evident that they follow a predictable pattern. The citizens of the invaded countries are left to live under appalling conditions, usually near stagnant water and uncollected rubbish, while the UN and their associated medical non-governmental organizations (NGO) settle into the best living spaces and incessantly predict that the filth elsewhere will lead to a cholera epidemic for the native population. Simultaneously, contingents of UN troops are allowed to take leaves in their countries at the height of cholera epidemics, and they are subsequently reinserted, with little medical oversight, into the unsuspecting populations. Whether or not this practice is deliberately intended to trigger epidemics, it does so as surely as an injection of a growing bacterial culture leads to an explosion of exponential bacterial growth in a previously sterile broth. In the end, the victims are blamed for their supposed poor hygiene. The UN, which has caused the infection, not only gets away with it but recasts itself as a savior: a provider of oral cholera vaccines, which just happen to benefit its friends in academia with financial interests in the vaccines. It hardly matters that the vaccines are useless.

Table. Top 10 military occupations by the UN during 2015-2016.

Name	Country	Budget	Mission year	Cholera year
MONUC/MONUSCO	Congo (DRC)	$1,332,178,600	1999	2001
UNAMID	Darfur	$1,102,164,700	2004	2006
UNMISS	South Sudan	$1,085,769,200	2011	2015
MINUSMA	Mali	$923,305,800	2013	2013
MINUSCA	Central African Republic	$814,066,800	2010	2011
UNIFIL	Lebanon	$506,346,400	2006	Predicted
UNOCI	Cote d'Ivoire	$402,794,300	2003	2011
MINUSTAH	Haiti	$380,355,700	2004	2010
UNMIL	Liberia	$344,712,200	2003	2003
UNISFA	Abyei (Sudan)	$268,256,700	2011	2015

One Country, Multiple Infections

Recent research in Haiti has showed that, lately, when some Haitian cholera patients excrete the cholera bacteria in their stools, these bacteria are accompanied by a virus (or phage) called ICP2, whose DNA sequence closely matches that of a virus from Bangladeshi patients. It is certain that the Bangladeshi virus got into Haiti on Bangladeshi strains of cholera bacteria excreted by Bangladeshi peacekeepers. According to Andrew Camilli and his colleagues at Tufts University, who first sequenced the genomes of these viruses: "these phages also travel with V. cholerae into the human host and are shed at appreciable amounts by infected patients, where like V. cholerae they could be spread to others via fecal-oral transmission." Bacterial hosts of the ICP2 virus include not only Vibrio cholerae O1 but also V. cholerae O139, which originates from Bangladesh.

This infection of Haiti with cholera from Bangladesh is terrible news, because the strains of V. cholera O1 and O139 from Bangladesh are notoriously pathogenic, usually carry multiple antibiotic resistances, and have strong epidemic and pandemic potential. Even after the cholera epidemic brought from Nepal in 2010, Haitians were naïve to the Bangladeshi cholerae and only became exposed to these more harmful bacteria, starting in 2012, when the UN began to introduce female Bangladeshi peacekeepers into Haiti as a sort of gimmick.

According to the American researchers, a cocktail of three Bangladeshi cholera viruses (ICP1, ICP2, and ICP3) protects baby mice from becoming ill after they are deliberately infected with cholera. The researchers suggest that this viral cocktail might prevent infections in the human relatives of cholera patients. On the other hand it might not, and instead make them very sick or even kill them. After all,

continued on page (14)

Aristide Visits Pétionville to Kick Off Maryse Narcisse Presidential Bid

Thousands thronged around the vehicle carrying former President Aristide as he accompanied Lavalas Family presidential candidate Maryse Narcisse on her opening campaign swing in Pétionville on Aug. 29

by Kim Ives & Yves Pierre-Louis

On Aug. 29, thousands thronged the streets of Pétionville to catch a glimpse of the Lavalas Family (FL) party's candidate – the one from 16 years ago.

Former President Jean-Bertrand Aristide, the FL's founder and "leader for life" (according to the party's charter), made a rare appearance in the narrow streets of this tony, small metropolis set in the hills above Port-au-Prince. He was accompanying Dr. Maryse Narcisse, the party's presidential candidate in the rerun elections scheduled for Oct. 9. The official 45-day campaign season opened on Aug. 28.

Aristide was elected president in landslide victories in 1990 and 2000. Despite internal splits and makeovers in recent years, the party is hoping his political charisma, legend, and popularity are durable and transferable enough to ensure a Narcisse victory, even if in the Jan. 8, 2017 second round. In the largely discredited Oct. 25, 2015 vote under former President Michel Martelly, Narcisse officially placed fourth with 7% of the vote. Break-away Lavalas candidate, former Sen. Moïse Jean-Charles, who founded a new party called Dessalines' Children (PD), supposedly won 14% of that vote. Many fear those two candidates will split the vote of Haiti's Lavalas masses, thereby benefitting one of the other two heavy-weight candidates: Jude Célestin of the Alternative League for Progress and Haitian Emancipation (LAPEH) or Jovenel Moïse of Martelly's Haitian Bald Headed Party (PHTK), who placed second and first respectively in the now discarded 2015 polling.

Thousands rallied at Delmas 95 to accompany Narcisse and Aristide into Pétionville. "Long live Aristide, there's our father," was among the cries as Aristide arrived to thunderous applause. "We're not paid to be here, we're here for dignity," the crowd sang, riffing on a central chant of Aristide's 1990 campaign. "We're here voluntarily."

The crowd also ridiculed a poll by the Research Office in Computer Science and Economic and Social Development (BRIDES) which also found Narcisse to be in fourth place. "This is the real public opinion poll," the crowd chanted. "BRIDES can't break the people's spirit with bogus polls."

Aristide, dressed in a white guayabera, stood next to Narcisse in the roof port of a silver SUV which rolled slowly toward Pétionville's central square, St. Pierre's Place. They waved and blew kisses to the thousands who lined the sidewalks, balconies, staircases, and roofs along the route.

At the central square, Aristide had wanted to get out of the car to greet the police officers and prisoners inside the police headquarters there. He couldn't due to the size and excitement of the close-pressed crowd. Then, Aristide and Narcisse went to the nearby Kinam Hotel, where they held a press conference.

"To protect its citizens after the creation of the city of Pétionville in 1831, Haiti built two forts: Fort Jacques and Fort Alexandre," Aristide said. "Today we bring the force of dignity

continued on page (16)

LIBERTÉ POUR JULIAN ASSANGE !

Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange persécuté et harcelé par les autorités des Etats-Unis et de deux de leurs alliés (Royaume-Uni, Suède)

La philosophie de WikiLeaks s'appuie sur un principe fondamental : les secrets existent pour être dévoilés

Par Ignacio Ramonet

Cela fait plus de quatre ans, depuis le 19 juin 2012, que Julian Assange, cyberactiviste australien, champion de la lutte pour une information libre, est privé de liberté, réfugié dans les locaux de l'ambassade d'Equateur à Londres. Ce petit pays latino-américain a eu le courage d'accorder l'asile diplomatique au fondateur de WikiLeaks persécuté et harcelé par les autorités des Etats-Unis et de deux de leurs alliés (Royaume-Uni, Suède).

La justice suédoise exigeait que Julian Assange aille témoigner personnellement à Stockholm. On sait qu'une plainte (une seule ; la seconde accusation est devenue caduque avec le temps) y a été déposée contre lui pour viol. Cependant, il est important de préciser qu'aucune charge judiciaire ne pèse contre Assange. La justice suédoise souhaite seulement procéder à un « interrogatoire d'investigation ». Il ne s'agit donc pas d'une inculpation après présentation de charges. La Suède a d'ailleurs admis devant la Cour suprême du Royaume-Uni que Julian Assange avait quitté ce pays scandinave avec l'autorisation du ministère public. Récemment d'ailleurs, Quito a annoncé avoir signé un accord avec Stockholm pour permettre effectivement à la justice suédoise d'entendre Julian Assange dans les locaux de l'ambassade d'Equateur à Londres.

Comme Edward Snowden et Chelsea Manning, Julian Assange fait parti d'un nouveau groupe de dissidents politiques qui se battent pour une nouvelle forme d'émancipation

Le fondateur de WikiLeaks refusait en effet de se rendre en Suède ; à moins que la justice de ce pays lui garantisse qu'il ne serait pas extradé vers les Etats-Unis, où il risquait d'être traduit devant un tribunal qui pourrait, selon ses avocats, l'accuser « d'espionnage » et, en vertu d'une loi de 1917, le condamner à la peine capitale.

En réalité, le seul crime de Julian Assange est d'avoir fondé WikiLeaks. Cela a suscité partout des débats passionnés pour déterminer si cette plateforme faisait avancer la liberté de la presse, si elle était bonne ou mauvaise pour la démocratie, s'il fallait la censurer ou pas. Ce qui est certain, c'est que le rôle joué par WikiLeaks dans la diffusion d'un demi-million de rapports secrets relatifs aux abus commis par des militaires en Afghanistan et en Irak, et des quelque 250 000 rapports envoyés par les ambassades des Etats-Unis au Département d'Etat constitue « un fait qui fera date dans l'histoire du journalisme ».

WikiLeaks a été créée en 2006 par un groupe d'internautes anonymes, dont Julian Assange était le porte-parole, qui s'est donné pour mission de recevoir et de diffuser les filtrations d'informations (leaks) en garantissant l'anonymat des sources.

Rappelons les trois raisons qui, selon Julian Assange, sont à l'origine de la création de cette plateforme. « La première, c'est la mort de la société civile à l'échelle mondiale. La circulation rapide des flux financiers que les transferts électroniques de fonds rendent bien plus rapides que la sanction politique ou morale ont détruit la société civile partout dans le monde. […] Un nombre important de gens sait que la société civile est donc morte, qu'elle n'existe vraiment plus, et ils en profitent pour accumuler richesse et pouvoir. La deuxième raison […], c'est l'existence d'un énorme Etat sécuritaire occulte, qui se développe partout dans le monde, principalement aux Etats-Unis […]. La troisième, c'est que les médias internationaux sont un désastre […], l'environnement des médias internationaux est si mauvais et déformateur que nous serions en bien meilleure situation, s'il n'existait aucun média. Aucun. »

Assange a une vision radicalement critique du journalisme. Dans un entretien, il a même affirmé que, « considérant l'état d'impuissance du journalisme, je me sentirais offensé si l'on m'appelait journaliste. […] L'abus le plus flagrant a eu lieu pendant la guerre [d'Irak et d'Afghanistan] racontée par les journalistes. Des journalistes qui ont participé à la création de conflits par leur manque de questionnement, leur manque d'intégrité et leur attitude lâche face à la communication gouvernementale. »

La philosophie de WikiLeaks s'appuie sur un principe fondamental : les secrets existent pour être dévoilés. Toute information occulte a vocation à être révélée et mise à la disposition des citoyens. Les démocraties ne doivent rien cacher et les dirigeants politiques non plus. Si l'action publique de ces derniers n'était pas incompatible avec leur conduite publique ou privée, les démocraties ne devraient nullement craindre la diffusion « d'informations filtrées ». Mais pourquoi les journalistes, en démocratie, devraient se taire quand un responsable politique affirme une chose en public et dit ou fait le contraire en privé ?

WikiLeaks offre aux internautes la possibilité de diffuser des enregistrements, des vidéos ou des textes confidentiels, en vérifiant son authenticité, mais sans chercher à savoir comment ils ont été obtenus. WikiLeaks vit grâce aux donations des internautes et des fondations, et n'accepte aucune aide publique. De nombreuses instances internationales ont reconnu l'utilité de son travail. En 2008, WikiLeaks a reçu l'« Index on Censorship Award » attribué par l'hebdomadaire britannique The Economist, et en 2009, Amnesty International lui a octroyé le prix du meilleur « nouveau média » pour avoir publié, en novembre 2008, un document censuré relatif à un cas de malversation des fonds effectuée par l'entourage de l'ancien président du Kenya, Daniel Arap Moi.

Depuis sa création, WikiLeaks a été en permanence un festin de secrets, une véritable usine à scoops. Il a diffusé plus de révélations que l'ensemble des journaux les plus prestigieux depuis des décennies… Parmi les grands scandales révélés on peut souligner : les documents dénonçant les techniques utilisées par la banque suisse Julius Baer pour faciliter l'évasion fiscale ; le manuel de procédure pénale de l'armée américaine à Guantanamo ; la liste des noms, les professions et les coordonnées des membres du Parti National Britannique (BNP, d'extrême droite) où l'on trouvait des membres de la police ; la liste détaillée des courriers électroniques échangés avec l'extérieur par les victimes des attentats du World Trade Center le 11 septembre 2001 ; les documents prouvant le caractère frauduleux du dépôt de bilan de la banque islandaise The New Kaupthing ; les protocoles secrets de l'Eglise de Scientologie ; l'historique des courriers personnels envoyés par Sarah Palin, candidate républicaine à la vice-présidence des Etats-Unis, a John Mc Cain, depuis son ordinateur professionnel pendant la campagne électorale (ce qui est interdit par la législation américaine) ; les rapports secrets du procès de l'assassin Marc Dutroux, y compris le listing avec les numéros de téléphone, les numéros de comptes bancaires et les adresses de toutes les personnes impliquées dans cette fameuse affaire de pédophilie ; sans oublier les récents emails polémiques d'Hillary Clinton.

Comme Edward Snowden et Chelsea Manning, Julian Assange fait parti d'un nouveau groupe de dissidents politiques qui se battent pour une nouvelle forme d'émancipation et qui sont persécutés et harcelés non pas par des régimes autoritaires, mais par des Etats qui prétendent être des « démocraties exemplaires »…

En février dernier, le Groupe de travail sur les détentions arbitraires des Nations unies, qui dépend du Comité des droits de l'Homme, a déclaré que Julian Assange était en état de « détention arbitraire » en raison de l'attitude du Royaume-Uni et de la Suède. Des experts internationaux ont également signalé que les autorités britanniques et suédoises devraient « mettre fin à sa détention » et « respecter son droit à obtenir une juste compensation ». D'après ce jury international, Julian Assange a été soumis à différentes formes de privation de liberté : « détention initiale à la prison de Wandsworth de Londres », régime d'isolement, « suivi de détention domiciliaire et ensuite de confinement à l'ambassade de l'Equateur ». Même si cette décision du Groupe d'experts internationaux des Nations unies n'est pas contraignante, elle suppose une grande victoire morale pour Julian Assange. Elle lui donne raison dans sa longue lutte contre les décisions arbitraires des autorités suédoises et britanniques.

Sur ce point, le président équatorien Rafael Correa a déclaré que son gouvernement accorde asile et protection au fondateur de WikiLeaks parce qu'« Assange n'a aucune garantie de respect de ses droits humains et de ses droits en matière de justice ». Le ministre équatorien des affaires étrangères, Guillaume Long, a déclaré pour sa part que l'Equateur « reste légitimement préoccupé par les droits humains d'Assange » et que Quito considère qu'il existe une sorte de « persécution politique » contre lui qui justifie que l'Equateur lui accorde l'asile.

Pour réclamer la liberté de Julian Assange, ses amis à travers le monde ont organisé, entre le 19 et le 24 juin dernier, dans diverses capitales (Athènes, Belgrade, Berlin, Bruxelles, Buenos Aires, Madrid, Milan, Montevideo, Naples, New York, Quito, Paris, Sarajevo) une série de réunions et conférences auxquelles ont participé d'importantes personnalités (Noam Chomsky, Edgar Morin, Slavo Zizek, Arundhati Roy, Ken Loach, Yanis Varoufakis, Baltasar Garzón, Amy Goodman, Ignacio Escolar, Emir Sader, Eva Golinger, Evgeny Morozov, etc.).

A Quito (Equateur), le Symposium était organisé par le Centre international d'études supérieures pour l'Amérique latine (Ciespal) et Julian Assange y a fait lui même une intervention en visioconférence. Le professeur Francisco Sierra, directeur du Ciespal, a déclaré : « Nous pensons que le problème de Julian Assange est en réalité celui de la liberté d'information. Si la liberté d'informer, de se déplacer et de se réunir n'existe pas, il n'y a pas de droits humains. Pourtant, le premier droit est celui de communiquer. Le cas Assange est une atteinte inacceptable au droit de communication. »

Les participants ont lancé un vaste mouvement d'opinion à l'échelle mondiale pour proposer la candidature de Julian Assange au Prix Nobel de la Paix.

Tous ces événements solidaires se sont fixés deux objectifs. En premier lieu : revendiquer les droits que l'on refuse à Julian Assange, tels que la présomption d'innocence et la liberté de mouvement. Et en second lieu : rappeler ce que représente WikiLeaks : le défi de préserver la liberté d'information et de communication dans un monde sous surveillance permanente.

Mémoire des luttes 26 août 2016

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us,
We'll Pick You Up. Call 888-396-2567 For Complimentary Pick Up.

CONVERTIBLES 33 IN-STOCK | COUPES 46 IN-STOCK | HATCHBACKS 25 IN-STOCK | MINIVANS 179 IN-STOCK | SEDANS 1105 IN-STOCK | UNDER $10,999 50 IN-STOCK | SUVs 720 IN-STOCK | TRUCKs 37 IN-STOCK

CARS STARTING AS LOW AS $3,995!
*2008 Dodge Caliber, 91k mi, STK#17934

3,000 QUALITY PRE-OWNED CARS

READY TO DRIVE AWAY TODAY!

GET PRE-QUALIFIED IN SECONDS AT MAJORWORLD.COM WITHOUT IMPACTING YOUR CREDIT SCORE

'15 NISSAN VERSA — BUY FOR: $7,495 PLUS TAX & TAGS — Stk#22078, 11k mi.
'07 ACURA MDX — BUY FOR: $7,995 PLUS TAX & TAGS — 104k miles, Stk#10125
'13 TOYOTA COROLLA — BUY FOR: $7,995 PLUS TAX & TAGS — 48k miles, Stk#23027
'14 NISSAN SENTRA — BUY FOR: $7,995 PLUS TAX & TAGS — 4k miles, Stk#12691
'13 NISSAN ALTIMA — BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS — 27k miles, Stk#19051
'13 HONDA CIVIC — BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS — Stk#10323, 8k mi.
'14 HYUNDAI SONATA — BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS — 42k miles, Stk#17885
'13 CHEVY MALIBU — BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS — 35k miles, Stk#8357
'13 TOYOTA CAMRY — BUY FOR: $9,495 PLUS TAX & TAGS — 25k miles, Stk#23408
'14 FORD FUSION — BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS — 19k miles, Stk#22534
'15 VOLKSWAGEN JETTA — BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS — 21k miles, Stk#25068
'13 HONDA ACCORD — BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS — 34k miles, Stk#25637
'15 TOYOTA COROLLA — BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS — 11k miles, Stk#22424
'14 TOYOTA CAMRY — BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS — 52k miles, Stk#21929
2014 HONDA ACCORD — BUY FOR: $11,995 PLUS TAX & TAGS — Stk#22987, 33k mi.
'14 NISSAN MAXIMA — BUY FOR: $12,995 PLUS TAX & TAGS — 30k miles, Stk#18077
'15 NISSAN ALTIMA — BUY FOR: $12,995 PLUS TAX & TAGS — Stk#20624, 7k mi.
'13 NISSAN ROGUE — BUY FOR: $12,995 PLUS TAX & TAGS — 22k miles, Stk#22503
'14 HONDA CRV — BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS — 33k miles, Stk#21947
'13 TOYOTA SIENNA — BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS — 26k miles, Stk#11973
'16 NISSAN ALTIMA — BUY FOR: $15,995 PLUS TAX & TAGS — 5k miles, Stk#26503
'15 HONDA ACCORD — BUY FOR: $15,995 PLUS TAX & TAGS — 13k miles, Stk#25130
'14 TOYOTA RAV4 — BUY FOR: $15,995 PLUS TAX & TAGS — 26k miles, Stk#22240
'16 TOYOTA CAMRY — BUY FOR: $15,995 PLUS TAX & TAGS — 6k miles, Stk#25736
'12 JEEP GRAND CHEROKEE — BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS — 20k miles, Stk#1934
'15 CHRYSLER 300 LTD — BUY FOR: $16,995 PLUS TAX & TAGS — 23k miles, Stk#22238
'13 FORD EXPLORER — BUY FOR: $17,888 PLUS TAX & TAGS — 27k miles, Stk#20434
'14 BMW 320X — BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS — 33k miles, Stk#22334
'14 MERCEDES C CLASS — BUY FOR: $18,995 PLUS TAX & TAGS — 28k miles, Stk#20433
'14 HONDA PILOT — BUY FOR: $19,995 PLUS TAX & TAGS — Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 9k miles, Stk#10085
'13 MERCEDES E CLASS — BUY FOR: $19,995 PLUS TAX & TAGS — 52k miles, Stk#17256
'12 MERCEDES ML-350 — BUY FOR: $22,995 PLUS TAX & TAGS — 48k miles, Stk#18214
'15 INFINITI Q50 — BUY FOR: $23,995 PLUS TAX & TAGS — Stk#25528, 30k mi.
'13 LEXUS GS350 — BUY FOR: $23,995 PLUS TAX & TAGS — Stk#16079, 48k mi.
'14 BMW X6 — BUY FOR: $38,950 PLUS TAX & TAGS — 18k miles, Stk#27249
'13 MERCEDES GL-450 — BUY FOR: $39,995 PLUS TAX & TAGS — 45k miles, Stk#2320

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.COM

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

CARFAX — Look for this logo when buying your car.

TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. §Will match maximum refund up to $3,000 must show proof of tax return. See dealer for details. Offers cannot be combined. NYC DCA#2003442, DMV#7117189. Publication date: 8/31/16. Offers expire 48 hours after publication.

Syrie : la méga-surprise de Poutine

Le Président russe préparerait une nouvelle surprise pour ses adversaires en Syrie.

Le déploiement des chasseurs de combat russes en Iran contenait un message : en Syrie, toutes les options militaires sont possibles. En représailles, Washington a joué la "carte kurde" pour provoquer un embrasement à Hassaka, ville qui pourrait servir d'épicentre aux évolutions futures.

C'est en réponse à la méga-surprise que fut le décollage des Tu-22 et des Soukhoï russes depuis la base aérienne iranienne de Nojeh que les États-Unis ont sorti la carte kurde dans l'est de la Syrie. Les Kurdes ont avancé dans l'Est, quitte à provoquer des raids de l'aviation syrienne contre leurs positions. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les chasseurs syriens ont pris pour cible les positions kurdes à Assayech. Ces raids ont précédé l'incursion puis l'occupation de la ville de Jerablos par les militaires turcs. Cette incursion, Ankara a affirmé l'avoir organisée dans le "strict objectif de lutter contre Daech et de préserver l'intégrité territoriale syrienne".

Le site libanais El-Nashra revient sur l'ensemble de ces évolutions et écrit : "La guerre en Syrie prend une nouvelle tournure avec en toile de fond de nouveaux développements à l'échelle de toute la région. Les premiers signes de cette nouvelle donne sont apparus à Hassaka. Certaines informations font aussi état d'une entente secrète Iran/Turquie/Syrie contre l'avancée des Kurdes, qui ambitionnent de créer un État indépendant.

Le site se réfère ensuite aux informations publiées par debkafile, source proche des milieux de renseignement de l'armée israélienne : « Selon les toutes dernières informations publiées par les services de renseignement israéliens, la guerre en Syrie est sur le point d'entrer dans une nouvelle phase. Il est fort probable que les chasseurs chinois s'impliquent très bientôt dans des combats qui se déroulent à Alep et c'est pour cette raison qu'une délégation militaire chinoise s'est rendue à Damas »

« En dépit de la trêve acceptée par les Russes à Hassaka, les unités militaires kurdes s'étaient rassemblées dès mardi à minuit à Qameshli et les troupes turques s'attendaient à ce que les Kurdes avancent vers Jarablus »

Al-Nashra mentionne ensuite les propos d'un général américain à la retraite repris dans les colonnes du Washington Post et écrit : "Diverses clauses de l'accord secret entre l'Iran, la Russie et la Turquie prévoient de contrer la menace de l'émergence d'un État kurde. Et si ces clauses se réalisent, ce serait alors la fin des rêves fédéralistes des Kurdes. Selon des sources proches du ministère italien de la Défense, les semaines à venir seront lourdes de coups de théâtre, les États-Unis pouvant ordonner aux Kurdes de déplacer le front des combats de Jarablus au front nord. Le journal israélien Maariv reprend, quant à lui, son analyse au sujet de l'ouverture de la base aérienne iranienne de Hamadan aux chasseurs russes et écrit : il s'agit d'une décision qui marque un point de non-retour en termes stratégiques, décision selon laquelle l'Iran, la Russie et le Hezbollah compteraient en finir avec la bataille d'Alep avant la présidentielle américaine. La visite à l'improviste d'une délégation militaire chinoise à Damas pourrait également entrer dans la nouvelle logique qui dicte en ce moment les combats en Syrie. Les prochains développements sur le front des combats seront plus larges, plus amples et dépasseront la seule province d'Alep. Il se peut que les avions de combat chinois s'engagent pour la première fois en Syrie, ce qui suffira bien à donner des soucis à Israël.

Il y a un an, un navire de guerre chinois aurait accosté au port de Tartous dans l'Ouest syrien. L'information reste à confirmer mais elle a son importance. Selon certains officiers de renseignement américains, il est bien probable que la Chine lance une campagne de bombardement contre les terroristes d'al-Jaysh al-Islami al-Turkistani", soit des takfiristes turkmènes. C'est une milice qui regroupe plus de 3000 Ouïghours, lesquels combattent surtout dans le Nord syrien.

Ce qui est sûr, c'est que la Russie tente de faire comprendre aux États-Unis une chose : toutes les options militaires sont sur la table. À en croire le journal français Politis, Poutine prépare une nouvelle surprise pour ses adversaires dont le poids ne sera pas moindre que celui des précédentes : il y aura peut-être d'ici quelques temps, une rencontre Assad-Erdogan à Damas...

Presstv.ir 27 août 2016
Comité Valmy 28 août 2016

La Chine et la Syrie

L'amiral chinois GuanYoufei

Par Thierry Meyssan

Bien que l'on ignore ce qui a été véritablement convenu entre les armées chinoise et syrienne, l'existence d'un accord entre elles modifie à la fois le champ de bataille et l'équilibre des relations internationales. Alors que les services secrets anglo-saxons ont diffusé l'année dernière des intoxications farfelues sur ce même sujet, Thierry Meyssan établit le point des enjeux.

Bien que la visite en Syrie de l'amiral GuanYoufei (le responsable du nouveau département de la coopération militaire internationale chinoise) se soit située dans le cadre d'une prise de contact avec l'ensemble des pays de la région, elle a suscité l'inquiétude en Occident. Pour le moment, selon l'accord signé, l'Armée chinoise s'est juste engagée à former en Chine des militaires syriens du service de santé. Cependant, chacun a bien compris que cet accord cache autre chose car cela fait déjà quatre ans qu'une moitié des médecins militaires est formée en Chine. Bien que l'on ignore ce qui a été véritablement décidé, l'existence de cet accord marque un changement stratégique.

En effet, au cours des cinq dernières années, la Chine populaire s'est interdit toute forme de coopération qui puisse être interprétée par Washington comme une aide militaire. Elle a donc non seulement refusé de livrer des armes, mais aussi des matériels civils indispensables durant cette guerre, comme des détecteurs de tunnels.

Indépendamment de la très importante assistance économique de Pékin, chacun se souvient que la Russie avait identiquement conclu un accord avec la Syrie début 2012, préfigurant son assistance militaire trois ans et demi plus tard. La Chine se prépare donc t-elle à se déployer aussi ?

Il est probable que la réponse dépendra de la rapidité du déploiement états-unien en mer de Chine et des provocations des alliés de Washington dans cette région.

L'intérêt de la Chine pour la Syrie date de l'Antiquité et du Moyen-Âge. La route de la soie traversait l'Asie centrale pour passer par Palmyre et Damas avant de bifurquer vers Tyr et Antioche. Il reste peu de choses de cette lointaine coopération commerciale, sinon la Pagode visible sur les mosaïques de la Mosquée des Omeyyades. Le président Xi a fait de la restauration de cette voie de communication (et de la création d'une seconde à travers la Sibérie et l'Europe) l'objectif principal de son mandat.

L'autre grand intérêt de Pékin est la lutte contre le Parti islamisque du Turkestan qui a rejoint al-Qaïda, puis Daesh. Il existe aujourd'hui un quartier ouïghour à Rakka et Daesh édite un journal spécialement pour ses membres.

Les membres de ce groupe se rattachent à l'Ordre des Naqchbandis, une congrégation soufie dont l'ancien Grand mufti de Syrie, Ahmad Kuftaru, fut maître. Des loges de cet ordre se sont rapprochées des Frères musulmans, en 1961, sous l'influence des services secrets anglo-saxons, CIA et MI6. Ils ont participé à la création de la Ligue islamique mondiale par l'Arabie saoudite, en 1962. En Irak, ils se sont organisés autour d'Izzat Ibrahim al-Douri et soutinrent la tentative de coup d'État des Frères musulmans syriens, en 1982. En 2014, ils ont fourni 80 000 combattants à Daesh. En Turquie, les Naqchbandis ont créé la MilliGörüş dont Recep Tayyip Erdoşan était un des responsables. Ce sont eux qui ont, dans les années 90, organisé aussi bien les mouvements islamistes dans la Caucase russe que dans le Xinjiang chinois.

Plus encore que les Russes, les Chinois ont besoin de renseignements sur cette filière et sur la manière dont Washington et Londres la contrôle. Ils avaient cru à tort, en 2001, que les Anglo-Saxons avaient changé après les attentats du 11-Septembre et qu'ils collaboreraient avec l'Organisation de coopération de Shanghai pour lutter contre le terrorisme. Ils savent aujourd'hui que la Syrie est un authentique ami de la paix.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie)
30 AOÛT 2016

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com
• Income Tax • Electronic Filing
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Direct Deposit - IRS Check
• Business Tax • Notary Public
• Immigration Services
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
• Resume • Property Management • Credit Repair

MULTIPLE Service Solutions
Fritz Cherubin
• Income Tax Preparation
• Immigration Services
• Translation of Documents (French, English, Spanish)
• Divorce
• Fax
1374 Flatbush Avenue
Brooklyn NY 11210
718-421-6787

ETI Reliable
Income Tax Services
Ernst Blanchard
25+ years of experience
• Individual
• Corporation
• Self-Employed
• Non-Profits
• Partnerships
• LLCs
We Speak: English, Kreyòl, French, Spanish
327 E. 52nd Street
(between Linden & Church)
Brooklyn, NY 11203
718.922.2537 office
917.681.6531 cell
Blanchardernst@gmail.com

Une page est-elle en train de se tourner en Amérique latine ?

Par Christophe Ventura

Mémoire des luttes publie, avec l'aimable autorisation de la revue, un entretien réalisé avec Christophe Ventura par Regards (numéro du printemps 2016). Il s'agit ici d'une version légèrement actualisée qui prend en compte les derniers développements politiques intervenus dans la région ces derniers mois.

Regards (Catherine Tricot) : Rappelez-nous dans quel contexte intervient l'élection de gouvernements de gauche en Amérique latine ?

Christophe Ventura : Si l'on met de côté Cuba et le Nicaragua, qui relèvent d'une autre temporalité, on a assisté au début des années 2000 à l'accès au pouvoir d'une génération post-néolibérale, dans pratiquement toute l'Amérique latine, notamment dans le Cône Sud. Certains parlent d'expériences post-néolibérales, progressistes, de gauche ou national-populaires. Seules exceptions : la Colombie et le Pérou – encore que ce dernier soit un cas spécial et qu'il ait été en accord avec les autres gouvernements sur les grandes questions géopolitiques pour le Cône Sud. Cette vague progressiste a eu des gradients de radicalité selon les configurations, mais elle a une communauté de destin essentielle : elle intervient après le retour de la démocratie dans les années 1980 et vingt ans de néolibéralisme – de démocratie néolibérale – qui ont disloqué les sociétés.

Regards (Catherine Tricot) : L'adhésion des classes moyennes est-elle une caractéristique majeure de cette vague progressiste ?

Cristophe Ventura : Les classes moyennes (petites en général, plus importantes en Argentine ou au Brésil par exemple) ont été pulvérisées par la crise de la dette. Exsangues, elles ont sombré dans la pauvreté et l'explosion des inégalités. Les classes moyennes comprennent à ce moment – nous sommes à la fin des années 1990, début des années 2000 – que le problème vient de la soumission aux dogmes du FMI et à la Banque mondiale et, ce qui n'est ni automatique ni toujours le cas dans l'histoire, elles se positionnent du bon côté politique : leur colère se dirige contre les classes dominantes et les puissances financières, économiques et médiatiques. Les nouveaux dirigeants sont portés au pouvoir par des populations qui exigent des ruptures avec le modèle néolibéral auquel l'Amérique latine a servi de laboratoire.

Regards (Catherine Tricot) : Le cadre démocratique est récent… Comment est-il abordé par ces nouveaux pouvoirs ?

Christophe Ventura : Il n'a jamais été remis en cause. Mieux, il est conforté quelle qu'en fut la difficulté. Par exemple, ce cadre impose un rythme très soutenu de campagnes politiques liées aux élections. Le Venezuela a vécu en campagne permanente durant pratiquement quinze ans. Les Lula, Morales, Correa savaient qu'il fallait changer leur pays. Mais ils savaient aussi qu'on ne change pas un pays en dix ans en mode démocratique, surtout lorsque que nombre de pouvoirs hostiles agissent toujours dans la société et l'appareil d'État. Ils pensaient dès le départ que les processus qu'ils menaient devaient tabler sur vingt à vingt-cinq ans pour accomplir leurs objectifs de transformation des sociétés, le tout avec la possibilité de perdre des élections. Tous connaissent très bien leur droite nationale, leur oligarchie et ses relais internationaux. Mais ils n'ont pas versé dans l'autoritarisme. Le simple fait d'avoir permis que s'installe une démocratie stabilisée avec une certaine pérennité des institutions est un changement profond dans cette région. Ce qui dominait jusque là, c'était les régimes autoritaires et / ou instables et les coups d'État militaires. L'Amérique latine connaît aujourd'hui, en dépit des tensions et des conflits, une maturité démocratique inédite. C'est aujourd'hui la droite, au Brésil, au Honduras, au Paraguay ou au Venezuela, qui met en danger cet acquis avec ses stratégies de la tension ou ses formes de coup d'Etat institutionnels.

Regards (Catherine Tricot): Cette période était aussi dominée par les négociations du traité de libre échange avec l'Amérique du Nord…

Christophe Ventura : Quand ces gauches, l'une après l'autre, gagnent le pouvoir à partir de la victoire inaugurale de Hugo Chavez au Venezuela en 1998, elles remettent en cause le projet de l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) négocié avec George W. Bush. Il s'agissait de la création d'un grand marché de libre échange à l'échelle du continent américain, la plus grande zone de libre-échange au monde à l'époque. Sous domination des États-Unis, évidemment. Une des urgences de ces nouvelles gauches a été de sortir la région de cette perspective et elles lui ont opposé d'autres projets d'intégration régionale. Ces gauches ont fait face à une urgence géopolitique

Christophe Ventura

et ont fait un choix historique : sortir la région de l'arrière-cour américaine. Ce que nos dirigeants sont incapables de faire pour l'Europe, soit dit en passant.

Regards (Catherine Tricot) : Quel était le cœur du programme de cette nouvelle gauche au pouvoir ?

Christophe Ventura : Le mandat impératif sorti des urnes était « la lutte contre la pauvreté ». Les nouveaux pouvoirs commencent par « éponger » la dette sociale. Cette dette s'inscrit dans une histoire longue en Amérique latine, qui remonte jusqu'au colonialisme, et elle est immense, en particulier au Venezuela. Ce pays connaît alors un taux de pauvreté de 75 %. Les politiques d'urgence sont décidées dans un cadre démocratique.

Regards (Catherine Tricot) : Quel était leur modèle politique pour conduire cette lutte contre la pauvreté ?

Christophe Ventura : Il n'était pas fermement constitué au départ… Entre 1998 et 2002 – avant qu'il fut victime du coup d'État –, Hugo Chavez cherche par exemple une « troisième voie » et regarde même du côté de Tony Blair. Les politiques qu'il met en place ne sont pas radicales. À cette époque, il n'avait pas encore pris le contrôle du pétrole, et donc de l'économie. Il se réfère à la révolution bolivarienne, qui est une union civico-militaire. Chavez est d'abord à la recherche d'un point d'équilibre entre une bourgeoisie patriote et le peuple. À partir de 2003, après le coup d'État et la grève pétrolière organisée par l'opposition qui a failli mettre à genoux le pays, Chavez prend le contrôle de l'entreprise pétrolière nationale et branche la pompe à pétrole directement sur les besoins de la société pour épurer la dette. Il veut récupérer les moyens économiques de la souveraineté du Venezuela. Dans toute la région, les ressources naturelles vont être tout ou partie nationalisées. Chavez, comme d'autres, va conforter le modèle extractiviste qui fait dépendre la vie des hommes et des femmes de ces pays de l'extraction et de l'exportation des richesses naturelles. Mais comme le rapporte régulièrement Rafael Correa, élu en 2006 en Équateur, le rapport des bénéfices sur les ressources a été inversé. Avant, sur chaque baril de pétrole vendu – 100 dollars par exemple sur le marché –, les multinationales en percevaient 80 et l'État 20. Désormais, c'est le contraire. Et ce faisant, les États deviennent d'importants acteurs économiques.

Regards (Catherine Tricot) : Le Chili d'Allende avait fait de même avec la nationalisation des mines de cuivre… L'Amérique latine doit-elle son avenir aux richesses de son sous-sol ? Le Venezuela sera-t-il sauvé par le pétrole ?

Christophe Ventura : La puissance des pétrodollars est inscrite dans l'histoire, dans la culture du Venezuela. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, il était le premier producteur mondial de pétrole ! Ces pays n'ont jamais eu le besoin de produire une culture de transformation de leur appareil économique. La rente a toujours assuré d'énormes revenus quotidiens. Ils vivent de l'exportation du pétrole et de leurs richesses naturelles, et importent tout ce dont ils ont besoin pour leur consommation. C'est la malédiction des pays rentiers. Chavez le disait lui même : ils vivent de « l'excrément du diable ». Rappelons aussi qu'entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, le baril passe de 10 à 110 dollars. L'État engrange des sommes tout à fait colossales. Cela ne les a pas aidés à changer de culture, d'horizon. Et ils n'ont pas changé. Par inertie. Cela a eu un premier coût : pour gagner en autonomie, en souveraineté, ils ont utilisé le levier extractiviste et ont récupéré toute la manne. Mais ils ont prélevé les marges nécessaires aux investissements et n'ont pas assez favorisé la formation de nouveaux secteurs productifs diversifiés. Ils n'ont pas non plus formé suffisamment de cadres ni développé d'administrations d'État capables d'accompagner l'émergence de tels secteurs. Cela pose des difficultés à moyen terme.

Regards (Catherine Tricot) : Est-ce que l'objectif de résorption de la pauvreté a été atteint ?

Christophe Ventura : Incontestablement. Ces sociétés sont sorties de l'extrême pauvreté. Soixante millions de personnes sont sorties de la pauvreté en Amérique latine entre 2002 et 2013. Beaucoup sont entrées dans la société de consommation. Cela, ces gouvernements ne l'ont pas anticipé et ils ne sont pas en mesure de répondre à leurs nouvelles attentes dans un nouveau contexte de crise économique qui, depuis 2012-2013, raréfie les ressources des États. Les gens veulent vivre mieux. Cela ne veut pas dire qu'ils veulent vivre différemment, au-delà du mode de vie capitaliste. Tous ces dirigeants ont sous-estimé l'émergence de groupes sociaux qui aspirent à consommer, à se déplacer, à la propriété privée. C'est au Brésil que cette évolution s'est manifestée en premier et de façon la plus spectaculaire avec les manifestations anti-Rousseff avant la Coupe du monde football de 2014. Les manifestants n'étaient plus parmi les plus miséreux. Ils avaient un travail – ou tout du moins un petit boulot – dans le secteur formel et exprimaient de nouvelles attentes, comme des transports en commun pour aller au centre-ville, l'accès au crédit, à l'université, etc. Les revendications avaient un caractère ambivalent. La droite a disputé au Parti des travailleurs (PT) le sens de ces manifestations. Et elle a gagné. Le PT, bureaucratisé et touché, comme les autres partis, par les scandales de corruption, n'a pas été capable de saisir ce mouvement social.

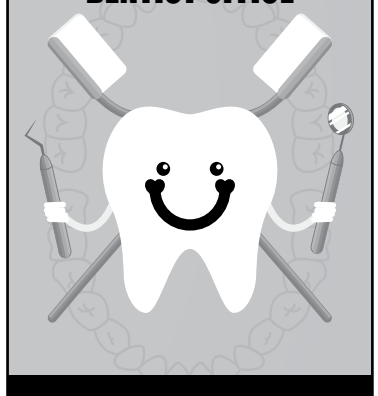
Regards (Catherine Tricot) : La droite revient sur les limites de cette gauche ?

Christophe Ventura : La droite gagne en vendant l'idée qu'elle offrira une meilleure gestion. Mais, à cette étape, elle ne se prévaut pas d'un autre modèle. Les gouvernements de gauche ont apporté des progrès sociaux et démocratiques qui forgent un consensus dans les sociétés. Il serait imprudent politiquement de le contester frontalement. La droite tire argument et gagne des marges politiques sur les faiblesses de gestion de la gauche et son usure. Mais elle peut difficilement revenir à ses fondamentaux autoritaires pour le moment. En Argentine, la droite qui vient de remporter les élections a mis douze ans à se réinventer, en se reconstruisant une esthétique et un discours post-autoritaire et post-néolibéral. En Amérique latine, tant que la gauche restera présente et influente dans la société, la droite y sera contrainte. Bien sûr, cela ne doit pas nous aveugler sur le véritable projet poursuivi par cette dernière : la restauration néolibérale dans les faits, au-delà des discours de campagne servant à accéder au pouvoir. Du rapport de forces à l'intérieur de chaque société surgira ou pas ce retour en arrière.

Regards (Catherine Tricot) : Les difficultés que la gauche a rencontrées sont structurelles…

Christophe Ventura : Oui,

Suite à la page (15)

DR. ULKY SAINT-VIL
D.D.S., P.C.
DENTIST OFFICE

Office hours by appointment
718.434.9313
1012 Ocean Avenue, Suite 1B
(corner Newkirk Avenue)
Brooklyn, NY 11226

Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345
Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Greater Brooklyn
Gastroenterology Care
Michel Jose Charles MD, FACG, AGAF
Board Certified Gastroenterology
Office Locations
3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212
By Appointment Only
Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."

Christine M. Mosse
MD

Internal Medicine
Board Certified
2336 Second Avenue (at 120th Stree)
New York, NY 10035
Office hours by appointment
212.987.5200

Electeurs ! Faites vos jeux

La Démocratie, molle, comme l'argile
Parait utile pour les libertés
Mais la lutte des forces la rend très fragile.
Puisqu'elle veut projeter un bon profil
Parmi les gens de la Communauté,
Elle tarde à agir avec équité.

La Dictature est semblable à du fer.
Quand les dirigeants ont l'amour du droit
Le peuple et la nation prospèrent.
Quand la corruption vient et règne en ROI,
Elle fait naitre, de partout, la misère.

Seuls les pauvres, alors, observent les lois.

La Théocratie est le seul outil
Pouvant faire valoir du sens à la vie.
Elle tient compte de nos besoins tous les jours.

Parmi ses sujets, elle prône l'amour.
Elle promet la fin de la maladie
Et la mort héréditaire pour toujours

Président, Gouvernement, ou Empire ?
Les leaders n'ont que de vaines promesses.

Aucun d'eux ne pâtit à nos faiblesses
Leur salut, ils ne peuvent garantir
Puissions-nous chercher Dieu et sa sagesse
Pour porter les maux qui font tant souffrir

Pepsi 18 mai 2016

Suite de la page (4)

Le candidat à la présidence de Fanmi Lavalas Maryse Narcisse

l'importance de notre salaire ou à la grosseur de nos voitures plutôt qu'aux liens que nous cultivons avec les autres.» C'est à l'aune du lien étroit qui existe entrele président Jean Bertrand et le peuple haïtien qu'on peut mesurer sa réussite. Il a souvent dit :« Mwen *prefere echwe ak pèp la ke mwen reyisi san li* ; e avèk *pèp la mwen pap janm echwe. Si n pa sov ediyite n, diyite n ap sove kite n*. ».

Cette démonstration de force prouve une fois encore que l'Organisation politique Fanmi Lavalas et son leader restent encore populaires dans le pays. Dans la perspective des prochaines élections, le président Jean Bertrand Aristide prévoit faire le tour du pays avec la candidate de son organisation, Dr Maryse Narcisse. Le prochain déplacement mènera le président Aristide dans l'une des villes de province.

L'Arbre-monstre

J'ai vu l'arbre-monstre
De l'ultime poésie.
Ses branches étaient d'or.
Leurs pointes étaient des javelots.
Et elles se penchaient,
Se courbaient, s'éreintaient
Pour écrire des poèmes
Des poèmes têtes-en-bas

Sur le tronc, d'or,
Mais qui suintait du sang.
J'ai vu cette collection verticale
De poèmes aux mots miroitant,
Tête-en-bas, or et sang.

Denizé Lauture

Suite de la page (9)

humans aren't the same as baby mice. In any case, such research that might potentially harm apparently healthy people would be highly unethical. Who will prevent it from being done on Haitians? Surely not the "Haitian National Ethics Committee" that has so far approved the work of the U.S. researchers. And who will expel the UN once and for all and put an end to the continued infection of Haitians with new strains of cholera?

The World Health Organization (WHO), which is part of the UN, reported in 2015 that there are 1.4 to 4.3 million cases of cholera and 28,000 to 142,000 deaths yearly due to cholera infections. These numbers will surely continue to climb, proportionately with the "peacekeeping" budgets. The WHO offers as its main solution the stockpiling of a large number of doses of oral cholera vaccines. Suppose for a moment that such vaccines should work — which they do not. Would the UN then advocate universal cholera vaccination for the world's poor so that they might safely drink water that has been fecally contaminated by their invaders? The UN has never been the highly ethical organization it was envisioned to become, but its enthusiastic advocacy of oral cholera vaccines does represent a new low.

Dady Chery is a Haitian-born biology professor at a U.S. university. An earlier version of this article, under a different title, was originally published on her blog in January.

TèTè

Dans le clair-obscur d'une journée de deuil
Montréal m'a reçu
Oui m'a reçu comme St Exupéry
Le Petit Prince
Et sur les bords d'un fleuve vu et admiré
J'entends égrener comme dans un rosaire
Le non de TèTè
Un frère parti à jamais pour l'Orient Eternel.

Cauvin Paul
22 Août 2016

Suite de la page (6)

ki enposib nan paradigm depandans anvè asistans lan : yon modèl devlopman ki solid, aksesib e otantik. Sa ki te enposib vin posib, paske Franck Laraque ret toujou kwè peyi a ak pèp la gen mwayen nesesè yo pou materyalize aspirasyon yo genyen pou yon chanjman kalitatif, yon chanjman ki rann peyi ak pèp la vin chèmètchètrès lakay yo, nan yon vi ki libere, kote tout moun gen manje pou yo manje, tout moun gen aksè ak edikasyon e elevasyon ansanm ak respè diyite tout kretyen vivan.

Nou voye tout kondoleyans nou bay tout fanmi Franck Laraque ki siviv li, dabò pitit li Michèle ak Grégor Laraque, Michelle Gayle, Hatuey ak Keila, Jérémie ak Brooke, Kodid ak John ; pitit Marie Hélène yo : Noni, Hye, Siku ak Pauloosie, Danielle, Marc ak Luigi Arena, Karèn Bogat, Fabienne Laraque Ho, Ronald ak Gilbert Laraque, Max Laraque, Serge Laraque, Reine Fontaine Bélizaire, Ady ak Gladys Blanchet, Ginette Mangonès, Ghilda Laraque, Carmen Laraque Miot, Elizabeth Martineau, Serge ak Pierrete Rameau, Hilda Woel, Hilda ak Lou Auguste, Alex Dupuy, Frantz ak Gigi Gardère, Nicole Gardère, Edith Dreyfus Hudicourt, Yanick ak Hervé Gautier, ak tout lòt yo nou pa site la a.

Nou voye kondoleyans nou bay tou tout zanmi Franck yo, anpil nan yo gen amitye avè l ki dire plis ke yon demi syèk. Georges Jean-Charles te di m nouvèl la destabilize l, de menm pou Denizé Lauture ki di sa boulvèse li. Max Manigat di li ba li tèt vire. Franck te gen bon rapò solid avèk tout zanmi li yo.

Pèsonèlman, Franck Laraque ap manke m anpil, depi plis ke twa dekad mwen konnen li, li toujou reprezante yon sòt de fanmi pou mwen ak fanmi mwen. Li toujou rete yon nonm janti, jenere anvè jèn yo e anvè tout koz pou avansman peyi d Ayiti. Li vizite Boston plizyè fwa pou patisipe nan konferans ak reyinyon patriyotik. Li te yon gason vanyan k ap ret yon enspirasyon pou tout jenerasyon k ap vini yo. kenbe la, kanmarad !

-Tontongi, 25 dawout 2016

Antèman Franck Laraque te fèt jou lendi 29 dawout a midi sonan, nan Ponp finèb Crist Mortuary, ki nan 3395 Penrose Place, Boulder, Colorado 80301 (tel. 303-413-1533). Vizitasyon te louvri depi 11 zè dimaten. Li te antere nan simityè Mountain Cemetery, ki nan Bouldè, Kolorado.

AUTHENTICALLY MANHATTAN.

No one tells the story of New York better than New Yorkers, and now the story just got bigger. Presenting MNN's HD Community Channel: We built this channel specifically for MNN Community Producers to tell their stories. Love stories, documentary stories, action stories, BIG stories. Join us at MNN HD on Time Warner Cable channel 1993 for the biggest New York stories there are - the story of your life.

AMPLIFIED LOCAL VOICES

TIME WARNER CABLE CHANNEL 1993

HD MNN

STREAMING WORLDWIDE ON MNN.ORG

A seed-based supplement hailed as one of the most important anti-aging antioxidants ever discovered!

An ELIXIR of Black Rasberry Seed, Black Cumin Seed, Chardonnay Grape Seed & D-ribose.

Detoxify • Prevent & Lower High Blood Pressure • Reduce Cancer & Cardiovascular Disease • Improve Brain Function • Prevent Hearing Loss • Keep Bones Strong • Lose Weight • Improve Digestion & Vision • Increase Energy, Performance & Stamina • Lower Bad Cholesterol • Reduce Infection • Much, Much More.

BUY SINGLE PACKETS FOR ONLY $4 EACH AT:
Tony's Health Food & West Indian Products, 2923 Glenwood Road (corner Nostrand), Brooklyn, NY
Potential Vegetal Herbs & Vitamins, 1358 Flatbush Avenue (corner E. 26th St.), Brooklyn, NY
Vitamin & Mineral Club Detox Spa, 2710b Avenue D, Brooklyn, NY
Haïti Liberté, 1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY

Call: (203) 666-8650 • www.myrainlife.com/rejuvenation

GREAT LEGACY AUTO SCHOOL

"At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence"

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL

LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue & Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Suite de la page (13)

ce sont les difficultés d'invention concrète d'un autre modèle social et de développement dans un contexte d'urgence sociale et d'hostilité aiguë de la part des oligarchies résilientes. Mais la gauche a parfois tenté de les affronter. Par exemple, ces nouveaux gouvernements ont développé une politique de massification de l'éducation. C'est particulièrement le cas en Équateur. Ils ont sorti leur population d'un grand analphabétisme. Mais ils n'ont pas réussi à monter en puissance sur le plan qualitatif. L'Équateur a su développer des filières d'excellence universitaire en sciences sociales, mais beaucoup moins en formations technologiques à haute valeur ajoutée pour l'économie. En quinze ans, ces gouvernements ont réalisé de nombreuses avancées qui ont modifié significativement la vie dans ces pays et la région. Mais ils n'ont pas su porter un autre modèle de développement ni un modèle autre que celui de la consommation. Ces processus n'ont pas réalisé un nouvel imaginaire, mais ils ont été porteurs de projets fondés sur la justice, les droits des individus et des sociétés. L'émergence d'une notion comme le « bien-vivre » exprime un débat profond sur un nouveau rapport entre la société et l'environnement. Mais ceci est resté en deçà de l'impact massif de l'économie extractiviste. Tous ces pouvoirs ne dureront certainement pas les vingt-cinq ans envisagés au départ. Mais leur action offre un premier bilan devant l'histoire : les sociétés latino-américaines ne sont plus les mêmes que celles que nous avons connues ces dernières décennies.

Mémoire des luttes
18 août 2016

Suite de la page (3)

des autorités politiques sur la question : « *Différents décideurs veulent à tout prix éliminer les entreprises locales de l'appel d'offres pour l'impression des bulletins de vote de l'élection du 9 octobre* » notaient-ils. Ce courrier a été envoyé au Président du CEP, Léopold Berlanger, avec copies au Président de la République, Jocelerme Privert, au Premier ministre, Énex Jean-Charles, au Président du Sénat, Ronald Larèche, au Président de la Chambre des députés, Cholzer Chancy, au ministre des Finances, Yves Romain Bastien et de celui de la Planification, Me Aviol Fleurant et au Coordonnateur de la Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP), Florient Jean Marie.

Ensuite, les propriétaires d'imprimeries ont fait le tour des médias et ont rencontré beaucoup de monde, ce qu'ils n'avaient pas fait en 2015. Se portant solidaires les uns des autres et se disant défenseurs de l'intérêt national et de l'économie haïtienne, les entrepreneurs disent qu'ils n'ont pas compris ce favoritisme du PNUD vis-à-vis des entreprises étrangères aux dépens des entreprises d'un pays qui fait face à d'énormes difficultés économiques. Ces millions de dollars décaissés en Haïti au profit des firmes étrangères restent pour eux un non sens. Ces entrepreneurs haïtiens reprochent aussi aux dirigeants haïtiens leur laxisme et leur lâcheté face au PNUD qui défend ses propres intérêts, pas ceux d'Haïti. Dans leur plaidoirie pour obtenir le rapatriement total de la souveraineté haïtienne sur les élections, les imprimeurs étaient soutenus par une voix non négligeable. C'est celle du Directeur général des Presses Nationales d'Haïti (PNH) et du journal officiel Le Moniteur, Ronald Saint-Jean, nommé par le Président provisoire Jocelerme Privert. Prenant le combat au cours de la bataille médiatique, l'ancien journaliste et écrivain s'est jeté de manière tonitruante dans la mêlée. Et pour cause. Ronald Saint-Jean détient une arme imparable, s'agissant des lois de la République.

En sa qualité de Directeur général des Presses Nationales d'Haïti, il est chargé de surveiller aux intérêts de toutes les presses locales et à tout ce qui a rapport avec les publications de l'Etat et des organismes publics. Ancien journaliste de Radio Caraïbes FM, le DG connaît du monde au sein de la presse. Dès qu'il s'est saisi du dossier, il a parcouru les médias de la capitale pour exposer, preuve en main, les raisons pour lesquelles les bulletins pour une consultation nationale ne peuvent être imprimés nulle part qu'en Haïti. Mieux, toujours selon la Constitution et autres décrets relatifs aux publications à caractère public, Ronald Saint-Jean estime que le CEP ne respecte pas le cadre légal de la République. Pour cela, il avait écrit au Président du CEP pour lui faire savoir la nécessité de respecter les règlements en vigueurs : « une action urgente, concertée en vue du respect de la loi, des intérêts de la société visant la mise en capacité des institutions haïtiennes pour la production des matériels nécessaires à la tenue des prochaines élections » mentionne-t-il. Il met aussi en cause les autres autorités qui ignorent ces lois depuis des décennies pour faire imprimer des documents relevant de l'Etat haïtien à l'étranger.

Le Directeur général du Journal officiel sort le décret du 24 avril 1983 dans lequel on lit : « *Les Presses Nationales d'Haïti sont chargées d'exécuter pour les services publics, les différents services des Forces Armées d'Haïti, les organismes autonomes, les entreprises d'Etat et les particuliers, tous travaux d'impression, de reliure, de brochage, de typographie, de linotypie, de photogravure, de lithographie et d'édition*». Pour lui c'est clair. Il n'y a aucune ambiguïté dans la volonté de l'Etat de protéger ses arrières. D'ailleurs, selon l'article 24 de ce même décret datant de 1983, on peut lire : « *le Département des Finances et des Affaires économiques et la Cour supérieure des comptes veilleront à ce que ne soit prise en considération aucune demande de paiement présentée par un service public, un organisme autonome, une entreprise d'État ou un service, un organisme autonome, une entreprise d'Etat ou un service des Forces Armées d'Haïti, pour tous travaux exécutés par une imprimerie autre que les Presses Nationales d'Haïti* ».

Une fois mentionnés ces points forts du rôle de l'Etat dans l'impression des documents administratifs et officiels, Ronald Saint-Jean met son poste dans la balance en lançant un ultimatum public. Il démissionnera à la tête des Presses Nationales si les bulletins de vote sont imprimés à l'étranger. Le Directeur se fait défenseur de la cause haïtienne quand il déclare : « *cela constitue une perte sèche pour l'économie haïtienne, si c'est une firme étrangère qui obtient le marché de l'impression des bulletins* ». Selon lui, cette décision aura pour conséquence de faire « *perdre confiance et espérance en nous-mêmes et dans nos institutions républicaines. Ce qui peut constituer un facteur d'échec dans la construction de la démocratie et de l'Etat de droit*». Chose promise chose due. Dès l'annonce par le CEP que c'est l'entreprise Al Ghurair des Emirats Arabes Unis qui a remporté l'appel d'offres, Ronald Saint-Jean envoie sa lettre de démission au Président Jocelerme Privert et son ministre de tutelle Marc Aurèle (Marcus) Garcia chargé de la Culture et de la Communication.

Le démissionnaire note dans sa missive que « *Le citoyen Ronald Saint-Jean, nommé par arrêté présidentiel en date du 5 avril 2016, Directeur général des Presses Nationales d'Haïti, décide de démissionner de son poste. Ladite décision prend effet dès sa publication afin que nul n'en ignore et n'en prétexte*». Cette démission de ce haut fonctionnaire marque un tournant à la tête de cet organisme public puisque personne, aucun autre directeur, ne pourrait ignorer ce geste, certes, symbolique, mais d'une grande signification pouvant servir d'exemple à plus d'un qui se contente des privilèges de la fonction sans tenir compte des responsabilités qui sont les siennes à la tête d'une institution étatique. Il serait difficile pour le successeur de Ronald Saint-Jean au Journal officiel *Le Moniteur* de rester les bras croisés lors des futurs scrutins, si l'on devrait faire appel à la République Dominicaine ou d'autres Etats tiers pour faire imprimer des bulletins de vote.

Il est clair pour tout le monde, y compris d'ailleurs pour l'ex-Directeur, que les Presses Nationales d'Haïti ne disposent pas de moyens humains et de capacités techniques nécessaires pour réaliser de tels travaux d'impression. La démarche se voulait être citoyenne et responsable dans la mesure où la loi fait obligation à cette institution d'exécuter tout type de travaux d'impression relative à l'administration publique. Selon les prescrits constitutionnels et autres lois organiques, il est prévu que si les Presses Nationales d'Haïti ne peuvent à elles seules produire ces travaux, elles ont le droit de faire appel à d'autres imprimeurs privés pour les sous-traiter. En clair, légalement, si le Conseil Electoral Provisoire ou le gouvernement souhaite lancer un appel d'offres, les Presses Nationales d'Haïti doivent être l'intermédiaire par lequel passe ledit appel. En tout cas, cette levée de boucliers contre l'impression des bulletins à Dubaï a, en quelque sorte, suscité beaucoup de débats au sein de la société et des Secteurs organisés. Elle a aussi poussé diverses couches sociales du pays à prendre conscience de la nécessité d'ouvrir un débat de fond sur le rôle et le besoin d'un Etat protecteur pour protéger les intérêts nationaux et les plus faibles.

Ce scandale de bulletins de vote imprimés à Dubaï est venu mettre en évidence l'hypocrisie et l'incohérence des dirigeants haïtiens qui, par la force des choses, sont obligés de financer les élections tout en restant courbés devant une instance internationale qui ne pense qu'à gagner de l'argent sur le dos du peuple haïtien. Une fois n'est pas coutume. Tous les candidats, du plus grand au plus petit, tous ont sévèrement condamné le fait que le gouvernement laisse le PNUD imposer au CEP l'impression des bulletins à l'étranger, alors qu'il claironne partout qu'on rapatrie l'organisation des élections sous la souveraineté haïtienne. D'ailleurs, c'est quoi un bulletin de vote ? Ce n'est autre chose qu'un bout de papier. Il faut, dès le départ, enlever dans l'esprit des Haïtiens qu'un bulletin de vote doit être une pièce rare qu'il faut conserver ou collectionner. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les bulletins des scrutins organisés à l'étranger dans les pays sérieux pour comprendre qu'il n'y a rien de sorcier ni d'extraordinaire dans un bulletin de vote, si ce n'est un moyen comme un autre donné à chaque citoyen-électeur de choisir son ou ses dirigeants le jour d'une élection.

De plus en plus, ces temps-ci et un peu partout dans le monde, l'on utilise une autre forme de vote, l'électronique. Plus fiable. Un bulletin de vote se fait ordinairement sur du papier blanc ou jaunâtre de qualité inférieure. L'essentiel, c'est le nom des candidats qui doit y être inscrit lisiblement et en toutes lettres avec le nom de son parti, si c'est prévu avec le numéro attribué lors de l'inscription. D'ailleurs, dans des pays comme la France et dans tant d'autres, les électeurs reçoivent dans leurs boîtes aux lettres une ou deux semaines avant le scrutin le modèle des bulletins de tous les candidats accompagnés de leur profession de foi expédiés par les services du ministère de l'Intérieur ou de l'organisme chargé d'organiser les élections. Une façon pour les électeurs de se faire une idée et de prendre connaissance des noms de tous les postulants en lice. En général, personne ne s'occupe vraiment de ces documents puisque, le jour du vote, on les trouve tous sur les tables préparées à cet effet.

De simples papiers de très mauvaise qualité. Car, ce n'est pas la qualité du papier d'un bulletin de vote qui va ni le rendre plus sûr ni empêcher qu'il y ait des magouilles et des fraudes. Tout est dans l'organisation et les procédures demeurant la meilleure des garanties pour une élection sans fraudes. Le fait de parcourir des milliers de kilomètres pour trouver une imprimerie capable de faire des bulletins de vote sans faille et sans reproche est purement démagogique. Depuis quand entend-on que les Etats font imprimer les bulletins de vote pour un scrutin relevant de leur souveraineté nationale en dehors de leur territoire ? Il n'y a que Haïti, où depuis un an, les dirigeants acceptent de se faire ridiculiser avec cette histoire. Encore une fois, il faut que les Haïtiens rentrent bien ça dans leur tête : un bulletin de vote n'est qu'un bout de papier. Et que n'importe quel imprimeur amateur peut l'imprimer. Le seul inconvénient qu'il peut rencontrer demeure la quantité des bulletins qu'il a à imprimer pour le commanditaire. Point.

Il est temps d'arrêter de prendre la tête des gens avec cette affaire de bulletins de haute sécurité. De code barre. D'hologramme. De papier de qualité supérieure, etc. Que les membres du Conseil Electoral Provisoire aillent faire un petit tour aux Etats-Unis, en France ou au Canada le jour d'un scrutin qu'il soit présidentiel ou local pour voir ce que c'est qu'un bulletin de vote ou comment se présente ledit bulletin. Une banalité déconcertante !

C.C

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.
English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

RINCHER
Translations
Cheapest in Town
Birth Certificate • Resume
• Divorce/Marraige Certificates
Universal Book Store
Languages • Religious • Political
• History • Educational
Radio Optimum Mondiale
Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles
826 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 282-4033
Email: rincherexpress@gmail.com

Suite de la page (5)

Mon ami Franck Laraque

Franck Laraque a donc fait partie de ces «éclaireurs de l'aube nouvelle», de ces militants qui ont reçu le bâton de résistance et de lutte du peuple haïtien des mains de leurs devanciers pour nous le transmettre. Cet héritage, il nous en a fait part à travers ses écrits : *La Révolte dans le thâtre de Sartre* (1976), *Les impératifs de changements radicaux en Haïti* (1976), *Défi à la pauvreté* (1987), *Haïti : la lutte et l'espoir* (Paul Laraque & Franck Laraque, 2003), *L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire. Une collection d'essais et de réflexions* (2014), sans oublier les multiples textes parus dans divers journaux, les conférences, séminaires et interventions radiophoniques. Il nous incombe, par notre comportement et sens de responsabilité civiques, par notre engagement sans faille auprès de la lutte des masses haïtiennes, d'appréhender et de mettre en pratique l'immense travail de conscientisation accompli par feu Franck Laraque, «dont l'œuvre littéraire reste un vecteur important, [qui] doit s'inscrire aussi dans le cadre de projets politiques et d'activités sociales qui touchent l'organisation actuelle et l'avenir du pays» (Tontongi).

Franck Laraque, c'est la rectitude morale, intellectuelle et politique par excellence. Je vois difficilement comment le définir autrement. Une définition qui s'applique également à son frère, le très regretté Paul Laraque. En réalité Franck répond à différentes définitions qui toutes s'articulent autour d'une pensée humaniste, progressiste, révolutionnaire. Écoutons-le parler : «*J'espère contribuer dans ma sphère d'action, à transformer en réalité la vision pour laquelle les masses urbaines et rurales luttent depuis longtemps. Trop longtemps*». Professeur émérite, il était admiré de ses étudiants qui appréciaient son humanisme, sa grande humilité, son savoir et son enthousiasme à promouvoir une connaissance approfondie des écrivains, personnalités politiques progressistes et révolutionnaires ayant en commun l'héritage africain.

Franck est une sentinelle veillant aux portes de notre exil diasporal.

Franck dansant avec Jocelyn Gay et Minouche Lambert

Il est l'un des dépositaires du cahier des charges du peuple haïtien dont il n'a cessé d'être le défenseur. Franck Laraque est un homme de vigie debout à la proue du grand bateau fou de nos espoirs qui roule et qui tangue sur les mers lointaines de l'absence, de l'exil, de tourments quotidiens, avec un grand désir de voir la nation appareiller sur les quais d'un pays à construire enfin par nous-mêmes. Un pays qui nous a tant donné et qui a si peu reçu de nous par la faute de l'égoïsme d'une minorité repue, accrochée à ses exorbitants et insolents privilèges.

Franck Laraque est la sentinelle de l'espoir veillant aux portes des luttes séculaires du peuple haïtien qui se bat pour vivre dans la dignité. Une lutte qui remonte à l'intrépide Caonabo et à la poétesse-guerrière, la splendide Anacoana. Le flambeau d'un rêve de liberté, de souveraineté a été repris par les marrons, les vanu-pieds menés par le génie de notre grand Jean-Jacques Dessalines. Et ce fut Vertières. Et ce fut le 1er janvier 1804. Et ce fut aussi, malheureusement, le Pont-Rouge. Mais la flamme d'indépendance et de détermination de tout un peuple ne s'est pas éteinte pour autant. Tant s'en faut. D'autres bras attendaient de prendre le bâton de la résistance jusqu'à la ligne d'arrivée de cette longue course de relais qu'est notre histoire de peuple.

Cette flamme continue d'être alimentée par la «*lutte inlassable, solitaire et silencieuse des paysans et paysannes de l'arrière-pays, des plus vieux aux plus jeunes*» (Franck Laraque), lutte contre «*les grands propriétaires fonciers, maîtres des campagnes, et les gros commerçants haïtiens, maîtres des villes, avec la complicité active des capitalistes étrangers, maîtres du pays*» (Paul Laraque). La sève d'une hardie résistance et d'inlassables combats contre l'oppression irrigue la bonne terre dessalinienne pour que poussent d'autres arbres de l'incessante lutte contre la tyrannie des élites.

Dans la pensée révolutionnaire, féconde, de Franck Laraque, cette lutte des masses passe par «*l'incontournable impératif d'une conscientisation économique des Haïtiens*», clef de voûte d'un autre avenir. Certes, nous dit Franck, «*les masses se savent exploitées, mais elles sont tenues dans la parfaite ignorance des mécanismes d'exploitation économique, des réels détenteurs du pouvoir politique et du pouvoir économique*». Aussi, face au monumental échec des pouvoirs, particulièrement l'avant-dernier, il propose une solution : «*…seule l'alliance de la conscientisation politique et de la conscientisation économique des masses assurera leur mobilisation pour un changement radical du régime*».

Aussi, tout le parcours politique et intellectuel de Franck a été et continue d'être celui d'un patriote progressiste, d'un militant de pensée révolutionnaire, toujours égal à lui-même. Franck est un intellectuel engagé à la manière de Frantz Fanon. En ce sens, il a toujours fraternisé avec les luttes et revendications populaires et affronté à travers ses écrits le défi d'un effort collectif responsable pour changer Haïti. En ce sens, l'œuvre de Franck est source de stimulation intellectuelle, de grande inspiration organisationnelle pour les générations présentes et à venir.

Tontongi dans sa présentation du dernier livre de Franck, *L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire,* écrit: « L'instrumentalisation d'une pensée, selon la vision laraquienne de la praxis révolutionnaire, c'est la mise à profit des ressources disponibles—potentielles et existantes—pour l'exécution des idéaux de changement». Et ce sont justement ces ressources qui, comme de multiples affluents, alimentent le grand fleuve de *L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire* de Franck, l'Artibonite qui devra irriguer et féconder les berges des actions futures.

Franck Laraque croyait fermement que les initiatives socio-militantes, prônant des projets locaux de développement, par des Haïtiens, pour des Haïtiens, alimentent la dynamique de conscientisation économique dont il était un grand défenseur. Elles sont une sorte de préfiguration de ce que pourrait être ou devrait être le développement en terme de changements structurels au niveau national, sous la direction d'un État responsable, comme à Cuba par exemple. En ce sens, Franck Laraque demeure une sentinelle de l'espoir. Et les textes compilés dans son dernier livre laissent augurer que pour Haïti «un autre monde est [aussi] possible».

Jacques Roumain avait déjà écrit que : «*Le poète est à la fois témoin et acteur du drame historique. Il y est enrôlé avec sa pleine responsabilité. Et particulièrement dans notre temps, son art doit être une arme de première ligne au service du peuple»*. Roumain insistait sur «*notre temps*», c'était en 1949. Dire qu'il n'aurait jamais pu s'imaginer les temps d'aberration et de honte duvaliéro-martellyste que nous avons vécus ces cinq dernières années. C'est bien la raison pour laquelle l'intellectuel doit se mettre en «*première ligne au service du peuple»*, autrement il devient «*le lamentable insecte petit bourgeois paralysé par l'angoisse abjecte, qui se réfugie dans la chrysalide de [l'intellectualité] pure ou de la liberté de l'esprit…*».

Quelque soixante-dix ans plus tard, Franck Laraque a rejoint Roumain en affirmant avec force et conviction que «*l'intellectuel, écrivain ou artiste, doit mettre son talent au service de la libération des masses exploitées*. » Sa production littéraire et politique est là pour en témoigner, particulièrement son plus récent ouvrage: *L'instrumentalisation de la pensée révolutionnaire*.

Avec Paul Laraque, «éclaireur de l'aube nouvelle» et Franck Laraque, sentinelle de l'espoir, nous sommes assurés, pour reprendre Franck, que «*tous les secteurs – et surtout les masses haïtiennes – mobilisés pour la survie économique du pays sont capables de relever le défi et de commencer ensemble la tâche incommensurable mais non pas impossible de* '*Construire Haïti par nous-mêmes*'», en passant le bâton de dignité nationale de génération en génération.

J'ai été peiné quand Franck a eu son accident vasculaire cérébral qui l'avait laissé avec une élocution difficile. J'étais ainsi privé d'heureuses et intéressantes conversations. Il lui arrivait assez souvent de m'entretenir de Papadòs qu'il appréciait hautement, de son théâtre qu'il aimait *décortiquer*, analyser avec moi. Il prenait grand plaisir à le faire, avec brio et simplicité. J'ai beaucoup appris de Franck. J'ai perdu un camarade de lutte, un ami sincère, un frère, un intellectuel qui aimait bien partager mes textes – avec un œil critique – avant même que je les fasse parvenir au journal.

Mes condoléances et celles de toute l'équipe de Haïti Liberté vont à toute la famille de Franck Laraque, particulièrement à sa fille Michele et à son fils Gregor. Qu'ils soient assurés que notre journal gardera vivante l'image de la vie exemplaire et militante de Franck reposant aujourd'hui en paix au royaume de nos ancêtres où il a rejoint dans l'éternité ceux des Laraque partis avant lui pour leur dernier voyage.

Franck Laraque, *w ale, ki lè w a vini wè n ankò ? Nou pa p janm bliye w.*

Suite de la page (9)

to build Fort Dignity, which will allow us to arrive at the appointment with dignity scheduled for Feb. 7, 2017 at the National Palace," referring to inauguration day.

"The country is sick in all its components, at the political, economic, and social levels," said Dr. Narcisse, after thanking the crowd and the press. "We need all the sons and daughters of the nation to be able to cure the disease from which it is suffering. For this, I open my arms to gather all the nation's children to provide sustainable solutions to the nation's many problems."

After the press conference, Aristide and Narcisse went back down the Delmas Road with their vehicle enveloped by a large, loud, compact crowd. Another FL rally is planned for Sep. 11 at the old military airport in Port-au-Prince where some of Aristide's public housing apartments were built 13 years ago.

In 2015, Aristide accompanied Narcisse only once in a tour of Port-au-Prince's vast Cité Soleil slum only two days before the election. For the upcoming election, party sources say Aristide will campaign much more extensively with Narcisse. Their next swing will be in the Haitian provinces, which Aristide has not officially visited since returning to Haiti five years ago.

Aristide has rarely left his home in the capital's Tabarre suburb since returning to Haiti on Mar. 18, 2011 after seven years of exile in the Central African Republic, Jamaica, and South Africa following the U.S.-backed Feb. 29, 2004 coup d'état which deposed him for a second time.

Candidate Moïse Jean-Charles, Narcisse's principal rival for the vote of the Lavalas base, held a large kick-off rally on Aug. 28 in the town of Arcahaie, 40 km northwest of the capital, where the alliance of founding fathers Jean-Jacques Dessalines and Alexandre Pétion was cemented in 1803.

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le 718-618-0920
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

AMBIANCE EXPRESS
• Restaurant
• Fritaille
• Patés
2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY
General Manager: Marie S
718.434.4287

DANA CARIBBEAN CUISINE
2026 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11210
The Finest in Haitian Food
Breakfast • Lunch • Dinner
Pâtés • Gateaux
Catering • Delivery • Parties
Chef: Véronique Pillard
Manager: Danaelle Bonheur
718.484.2335

VENUS RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine
We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..
670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'entroit idéal"
718-287-4949

Immaculeé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn
Spécialités
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
• Jus citron • Bonbon amidon
• Bouchées • Cornets
• Pain patate (sur commande)
• Bouillon (chaque samedi)
• Soupe (chaque dimanche)
1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188
1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Les Gabonais retiennent leur souffle avant les résultats de l'élection présidentielle

Par Claire Rainfroy

Les Gabonais devront encore attendre quelques heures avant de savoir qui d'Ali Bongo Ondimba, candidat à sa succession, ou de son principal adversaire Jean Ping, sortira vainqueur de l'élection présidentielle à un tour.

L'annonce des résultats, prévue dans un premier temps en fin d'après-midi, a en effet été retardée. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur transmis mardi 30 août, les scores des 10 candidats seront proclamés par le ministre Pacôme Moubelet Boubeya « après la réunion de la Commission nationale électorale autonome et permanente [Cenap, NDLR] qui débutera ce jour à 19h ».

Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba

En attendant, bon nombre de Gabonais attendent la publication des résultats avec inquiétude. Sans doute se souviennent-ils de 2009, quand l'annonce de la victoire d'Ali

Suite à la page (18)

Bolivie : Assassinat du vice-ministre de l'Intérieur

Carlos Romero, ministre du Gouvernement de Bolivie a informé que le vice-ministre de l'Intérieur et de la Police Rodolfo Illanes a été tué par les mineurs. « Tous les indices indiquent que notre vice-ministre (Rodolfo) Illanes a été lâchement et brutalement assassiné », a affirmé dans la soirée de jeudi Carlos Romero, ministre du Gouvernement de Bolivie.

Lors d'une conférence de presse, Romero a signalé que le vice-ministre de l'Intérieur et de la Police Rodolfo Illanes a été tué dans la soirée de ce jeudi par les mineurs des coopératives qui bloquent la route La Paz – Oruro depuis mardi dernier. Il a précisé que cela s'est produit entre 17h30 et 18h00 dans la localité de Panduro, après un violent affrontement entre la police et les mineurs.

Le ministre a été capturé pen-

Le vice-ministre de l'Intérieur et de la Police Rodolfo Illanes a été tué par les mineurs

dant la matinée sur le lieu du conflit où il s'était rendu, après quoi Romero a dénoncé un enlèvement et a averti qu'il y aurait des conséquences légales pour les responsables. Romero a

Suite à la page (18)

Venezuela : Hillary Clinton a planifié la guerre économique contre le Venezuela

« Que la fête commence ! » : La phrase de Clinton qui a fait débuter la guerre économique au Venezuela.

Grâce à des courriers électroniques révélés par WikiLeaks, l'action interventionniste et putschiste d' Hillary Clinton en tant que secrétaire d'Etat des Etats-Unis (USA) a été mise au jour. Quand elle occupait encore ce poste, elle a demandé au sous-secrétaire pour les affaires de l'hémisphère Arturo Valenzuela comment chasser Hugo Chávez du pouvoir et Valenzuela a suggéré de chercher de l'aide dans la région parmi les associés les plus proches des Etats-Unis pour « miner le pouvoir » du Commandant.

L'information révélée par les courriers ne laisse aucun doute sur l'intervention secrète permanente contre

Suite à la page (18)

Hillary Clinton

Les États-Unis envahissent la Syrie, et mettent en garde la Russie !

Les États-Unis sont en guerre contre le gouvernement légitime de la Syrie

Par Eric Zuesse

Le lundi 22 août, le gouvernement des États-Unis – qui exige le renversement du gouvernement légal de la Syrie reconnu internationalement – a officiellement annoncé que les forces militaires américaines en Syrie

Suite à la page (18)

Venezuela : Les collectifs révolutionnaires bolivariens avertissent la droite putschiste

Nous, les Collectifs Révolutionnaires, avertissons que nous serons sévèrement radicaux face à toute tentative de déstabilisation de la droite apatride face à l'appel qu'ils ont lancé pour brûler Caracas, le 1° septembre.

Nous ne tolèrerons aucune critique de bureaucrates, de réformistes et de dirigeants complaisant envers les actions que nous mènerons pour défendre et pour l'honneur de la Révolution de Chavez, des Centaures et de l'Union Civique et Militaire ! Beaucoup de ce qui arrive en acceptant la Guerre Économique est la conséquence de l'inefficacité de bureaucrates corrompus, des groupes, du copinage, du népotisme, des arrivistes et des opportunistes qui ont fait assez de dégâts au fil des ans en trahissant Chavez, le peuple souverain et la Glorieuse Révolution Bolivarienne !

Tout en sachant que ce qui est en jeu, c'est la Paix du Venezuela et de l'Amérique Latine, aujourd'hui, nous devons prendre le fusil pour défendre nos familles ! Nous, les activistes populaires, les leaders de Collectif, les combattants sociaux totalement identifiés qui sont l'objet de la guerre de cette droite génocide et fasciste face aux menaces de prendre le pouvoir politique en entreprenant une campagne d'extermination contre tout vestige chaviste dans la Grande Patrie de Bolivar et de Chavez.

Nous savons que le plus grand risque, c'est nous, les activistes et les leaders populaires, qui le courons puisque le bureaucrate corrompu, l'arriviste, les opportunistes et les dirigeants complices-complaisants fuiraient le pays pour profiter de leurs grandes richesses accumulées dans des paradis fiscaux. Nous respecterons seulement les directives de Maduro, de Diosdado et des FANB.

Front Révolutionnaire
Sergio Rodriguez

Resumen Latinoamericano 23 Août 2016
Traduction Françoise Lopez pour Bolivar Infos 24 Août 2016
Venezuela Info 29 Août 2016

Séisme en Italie : un nouveau bilan fait état de 267 morts et 387 blessés

Par Emilie Cabot

Le séisme meurtrier qui a touché mercredi le centre de l'Italie a fait 267 morts et 387 blessés, selon un dernier bilan.

Le bilan ne cesse de s'alourdir. Le séisme meurtrier qui a détruit mercredi plusieurs villages dans le centre de l'Italie a fait 267 morts et 387 blessés hospitalisés, selon la protection

Suite à la page (19)

CARIBBEAN & AMERICAN CUISINE
krèol FLAVOR
BROOKLYN, NEW YORK
CATERING & TAKE-OUT
Now 2 Locations in Brooklyn

1738 Flatbush Avenue
(b/t Aves I & J)
718.258.0509

2816 Church Avenue
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)
718.856.2100

TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Le Bon Pain
BAKERY
Proudly serving authentic Haitian baked goods in Queens, NY since 1988
PATTIES • BREAD • PASTRIES • SOUPS • SWEETS • CAKES • CATERING • AK100 • COLA
AUTHENTIC HAITIAN BAKED GOODS SINCE 1988
211-65 Jamaica Avenue
Queens Village, NY 11428
718-464-8160
lebonpainbakery.com
"The most famous Haitian bakery in the U.S."

Suite de la page (17) Les États-Unis envahissent la Syrie...

continueront d'occuper la terre syrienne, peu importe ce que le gouvernement syrien dit, et va abattre les avions syriens qui survolent les forces américaines là-bas et les attaquent.

Tel que rapporté lundi par Al-Masdar News : Le Pentagone a annoncé que les États-Unis sont prêts à abattre les avions syriens et russes s'ils prétendent menacer les conseillers américains qui selon le droit international opèrent illégalement dans le nord de la Syrie. Vendredi, le porte-parole du Pentagone, le capitaine Jeff Davis a affirmé que les chasseurs américains ont tenté d'intercepter des avions syriens pour protéger les conseillers américains opérant illégalement avec les forces kurdes en Syrie après que ceux-ci ont bombardé les zones de Hasakah lorsque la police kurde a commencé son agression contre la Force de défense nationale syrienne.

Lundi, un autre porte-parole du Pentagone, Peter Cook, a déclaré : « Nous continuerons de conseiller au régime syrien de rester à l'écart de ces zones. »

« Nous allons défendre nos hommes sur le terrain, et faire ce que nous avons à faire pour les défendre », a déclaré Cook aux journalistes. :

Cela signifie que le gouvernement américain ne permettra pas au gouvernement syrien d'expulser ou d'éliminer les forces américaines en Syrie. Le gouvernement syrien n'a jamais invité les forces américaines en Syrie ; mais les États-Unis osent aujourd'hui officiellement interdire au gouvernement syrien d'affirmer sa souveraineté sur les zones syriennes où se trouvent les troupes américaines.

Al-Masdar a ajouté : Lorsqu'il est questionné plus avant à propos de la Russie, Cook indique clairement que les États-Unis abattront aussi les chasseurs russes qui opèrent légalement avec l'approbation et la coordination du gouvernement syrien. « S'ils menacent nos forces, nous avons toujours le droit de les défendre », a déclaré Cook.

Cela signifie que les États-Unis, non seulement sont en guerre contre le gouvernement légitime de la Syrie, mais que le gouvernement américain sera également en guerre contre la Russie si les forces russes – que le gouvernement syrien a invitées en Syrie – défendent les forces syriennes contre les attaques, en Syrie, des forces américaines – forces qui sont là-bas illégalement.

Ces forces des États-Unis comptent seulement 300 hommes, dont 250 ont été envoyés en Syrie le 24 avril pour servir de conseillers aux autres forces militaires illégales en Syrie. La grande majorité des forces militaires illégales en Syrie sont des djihadistes recrutés par le gouvernement saoudien et le gouvernement du Qatar, et équipés avec des armes américaines, pour renverser le gouvernement syrien. La plupart des autres forces illégales en Syrie sont des forces kurdes, soutenues par le gouvernement américain pour diviser la Syrie de manière à créer un État kurde indépendant dans la pointe extrême nord-est, majoritairement kurde, de la Syrie.

L'objectif principal des États-Unis en Syrie est de renverser le gouvernement syrien, qui est dirigé par le parti laïque Baas. Beaucoup d'Arabes insistent sur la charia – ou loi islamique – mais les Arabes de Syrie sont une exception ; le parti Baas a toujours été soutenu par la majorité du peuple syrien, y compris par la plupart des Arabes de Syrie. La majorité des Syriens est fortement opposée à la charia. La Syrie est le pays le plus laïc du Moyen-Orient.

Par exemple, lorsque des sondages parrainés par l'Ouest ont été réalisés en Syrie, en 2011, au début de l'arrivée des djihadistes, ceux-ci ont montré que 55% des Syriens veulent que Bachar al-Assad – le chef actuel du Parti Baas – reste président de la Syrie, et 82% sont d'accord pour dire que l'État islamique est un groupe étranger fabriqué par les États-Unis. En outre, seulement 22% estiment que l'État islamique a une influence positive. Ce chiffre de 22% est le niveau le plus bas de soutien montré par les Syriens pour les questions posées, à l'exception de 21% qui sont d'accord pour dire qu'ils préfèrent la vie maintenant plutôt que sous Assad – ce qui signifie que les Syriens croient que les choses étaient mieux avant l'arrivée des jihadistes parrainés par les Américains entrés en Syrie pour renverser Assad.

De toute évidence, quand « 82% sont d'accord pour dire que État islamique est un groupe étranger fabriqué par les États-Unis », très peu de gens en Syrie soutiennent les 300 forces américaines là-bas. Non seulement les États-Unis sont des envahisseurs, mais les forces qu'ils soutiennent en Syrie – dans leur grande majorité des djihadistes – ont rendu la vie bien pire, et beaucoup plus courte, pour la quasi-totalité des Syriens.

De plus, ce même sondage révèle que 70% s'opposent à la division du pays. Par conséquent, la grande majorité des Syriens est aussi opposée aux séparatistes kurdes. Le gouvernement syrien, à partir de maintenant, est dans la position inconfortable d'avoir des envahisseurs sur son territoire, et d'être averti que l'un de ceux-ci, les États-Unis, entrera pleinement en guerre contre la Syrie si celle-ci tente de les expulser. La Russie aussi est maintenant sous la menace des États-Unis. Si celle-là, une alliée de la Syrie, prend une mesure d'expulsion ou tue un des envahisseurs américains, celle-ci sera également en guerre contre la Russie.

Le gouvernement des États-Unis défie maintenant le gouvernement russe. Peut-être la stratégie des États-Unis est-elle, dans ce cas, de forcer le président russe, Vladimir Poutine, soit à reculer, en abandonnant son allié syrien, soit encore de lancer une attaque nucléaire contre les États-Unis. Si Poutine recule, ce serait grandement diminuer son soutien par le peuple russe, qui est supérieur à 80% dans tous les sondages, y compris ceux parrainés par l'Ouest. Peut-être est-ce la stratégie du président américain Barack Obama, pour évincer Vladimir Poutine du pouvoir – quelque chose qui pourrait se produire si les États-Unis arrivent à évincer d'abord Bachar al-Assad.

Comme Seymour Hersh l'a rapporté, le 7 janvier 2016, « la Defense Intelligence Agency (DIA) et l'État-major interarmes, dirigé en été 2013 par le général Martin Dempsey, prévoient que la chute du régime Assad conduirait au chaos et, potentiellement, à la prise de contrôle de la Syrie par des extrémistes djihadistes, comme cela s'est produit en Libye », alors Dempsey est parti, et le lieutenant-général Michael Flynn, directeur de la DIA entre 2012 et 2014, a été viré à cause de cela. Flynn avait dit : « Le rapport de la DIA a subi un énorme refoulement » de la part de l'administration Obama. « J'ai senti qu'ils ne voulaient pas entendre la vérité. »

Flynn est maintenant le conseiller aux Affaires étrangères du candidat présidentiel républicain, Donald Trump, qui est critiqué par la candidate démocrate à la présidence pour être trop conciliant avec la Russie et insuffisamment consacré à l'objectif des États-Unis de renverser Assad.

Russia Insider23 août 2016
Traduction : le Saker Francophone
Comité Valmy 30 août 2016

Suite de la page (17) Les Gabonais retiennent leur souffle...

Bongo Ondimba avait été suivie de nombreux heurts. En particulier à Port-Gentil, la frondeuse capitale économique du pays, qui avait pendant quelques jours vécu au rythme des pillages lors de violences post-électorales meurtrières.

Sept ans plus tard, la ville sera surveillée de près. Alors que les entreprises pétrolières multiplient les licenciements, le risque de débordements inquiète les autorités.

Jean Ping se déclare « élu », Ali Bongo Ondimba se dit « confiant »

Le climat s'est en effet alourdi à l'approche de la proclamation des résultats. Quelques heures après la fermeture des bureaux de vote samedi, chaque camp s'accusait de fraudes et clamait son avance électorale, sûr de l'emporter.

Alors que Jean Ping se proclamait « élu » dimanche, le porte-parole d'Ali Bongo Ondimba affirmait le même jour que le président était « en possession d'une avance qui ne [pouvait] plus s'inverser », fustigeant au passage les déclarations de l'ancien patron de l'Union africaine et de celles de ses partisans. Parmi ces derniers, le Parti socialiste français, qui s'est fendu dimanche d'un surprenant communiqué appelant à « l'alternance » tout en évoquant une avance au profit de Jean Ping, alors que les résultats continuaient d'être compilés.

Le lendemain, ce dernier annonçait à nouveau sa victoire lors d'une conférence de presse à Libreville. « Le peuple souverain défendra par tous les moyens la victoire que tous les faucons civils et militaires sont en train de vouloir lui voler », lançait l'ancien ministre d'Omar Bongo Ondimba.

Des « provocations », tançait de son côté Alain-Claude Bilie-By-Nze, porte-parole d'Ali Bongo Ondimba. Il y a encore quelques heures, ce dernier se disait confiant, affirmant attendre « avec sérénité et confiance l'annonce de [sa] victoire ».

Peu propices à l'apaisement, les déclarations victorieuses des deux camps attisent les craintes de violences post-électorales. Cécile Kyenge, eurodéputée présente au Gabon dans le cadre de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne (UE), a ainsi évoqué « un climat politique qui au lendemain du vote reste tendu », dans une tribune publiée sur le site de Jeune Afrique.

Quelques heures plus tôt, la représentante de Bruxelles au Gabon, Mariya Gabriel, avait déploré des manquements à la transparence dans la gestion du processus électoral. Un compte-rendu critique, dont le gouvernement gabonais a mis en avant les points positifs, à l'image des « conditions jugées satisfaisantes » lors du vote et du dépouillement ou encore du « calme [pendant] la journée de vote ».

Jean Ping, le candidat de l'opposition

À Libreville comme dans le reste du pays, le scrutin de samedi s'est en effet déroulé sans heurts, en dehors de quelques débordements. À Paris, « quelques échauffourées ont été constatées », fait savoir l'ambassadeur du Gabon en France dans un communiqué. En cause, « des rumeurs infondées » ayant « donné lieu à un attroupement de partisans de l'opposition, rendant le travail de la Cenap et la publication des résultats, dans la sérénité, impossibles » poursuit l'ambassadeur Germain Ngoyo Moussavou. Reste à savoir si ce calme relatif perdurera après la proclamation des résultats mardi soir.

Jeune Afrique 30 août 2016

Suite de la page (17) Bolivie : Assassinat du vice-ministre de l'Intérieur

informé lors de cette conférence de presse que le policier responsable de la sécurité de Illanes est en vie et a été hospitalisé.

Dans la matinée, Romero a dénoncé le fait que Illanes a été enlevé et que les mineurs voulaient « le torturer » bien qu'ensuite, le vice-ministre ait parlé et qu'il ait dit qu'il n'avait pas été maltraité. Le ministre a indiqué que les démarches sont en cours pour récupérer le corps d' Illanes.

Les données : C'est la première fois en 50 ans qu'un haut fonctionnaire de l'Exécutif est exécuté par des manifestants devenus des ravisseurs. Le ministre de la Défense Reymi Ferreira, a déclaré à red Uno que Illanes « a été battu à mort » par des mineurs et il a assuré que ce crime « ne restera pas impuni. » Illanes était vice-ministre de l'Intérieur depuis le 14 mars de cette année. Auparavant, il était vice-ministre de la Coordination et de la Gestion du Gouvernement depuis 2013.

Profil de Rodolfo Illanes

Avant d'être vice-ministre de l'Intérieur, Illanes a été vice-ministre de la Coordination et de la Gestion du Gouvernement, vice-ministre de l'emploi, du Service civil et des Coopératives. Il a été professeur titulaire de Droit à l'Université Mayor de San Andrés (UMSA) où il avait fait ses études.

En 2006, il fut conseiller juridique du président Evo Morales et ensuite super-intendant du Service civil. Illanes se disait « militant de cœur » du Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR), cependant, il faisait partie du Gouvernement du Mouvement Vers le Socialisme (MAS).

Jeudi, le ministre de la présidence de Bolivie, Juan Ramón Quintana a exigé la libération de Illanes et demandé « l'ouverture de la part des mineurs des coopératives pour améliorer le climat de dialogue de vendredi. »

Le contexte : Les mineurs des coopératives bloquent les routes depuis le 25 août pour protester contre une loi promulguée par le président Morales qui permet la formation de syndicats dans ce type de structure ; ce que ce secteur considère comme devant lui être préjudiciable.

Telesur 26 août 2016
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 26 août 2016

Suite de la page (17) Venezuela : Hillary Clinton a planifié la guerre économique contre le Venezuela

le Venezuela et les gouvernements progressistes de la région comme Cuba et l'Equateur. WikiLeaks révèle la stratégie que, depuis 2006, l'ambassade des Etats-Unis a mise en place contre un président élu démocratiquement comme Chávez. L'idée était de mener à bien « une propagande active des Etats-Unis dirigée vers les associés régionaux de Chávez, qui ouvrirait une brèche entre lui et eux. »

Une des situations exposées révèle comment l'agence fédérale du Gouvernement des Etats-Unis, chargée de contrôler toutes les émissions de radio et de télévision non militaires du Gouvernement fédéral (BBG) a demandé à Hillary Clinton d'augmenter les fonds pour « lutter contre les efforts de la diplomatie publique des ennemis de l'Amérique.

Le président de l'agence Walter Isaacson a identifié ces ennemis : l'Iran, le Venezuela, la Russie et la Chine. Avec cela, on a réussi à augmenter le budget annuel de la BBG jusqu'à 750 millions de dollars. L'agence a alors augmenté ses activités dans les pays mentionnés. Et la secrétaire d'Etat Clinton a répondu par un courrier électronique qui prouve que peu lui importe le sérieux d'une intervention dans des pays souverains: « Que la fête commence ! »

Depuis le début des années 70, le Gouvernement états-unien a mené à bien différentes politiques subversives et interventionnistes en Amérique Latine dont le seul but est de chasser les gouvernements démocratiquement élus, en général de gauche.

Ces politiques agressives, interventionnistes et prédatrices continuent actuellement et si Hilary Clinton est élue présidente, il est très probable que les intentions d'en finir avec la Révolution Bolivarienne et avec tout gouvernement progressiste demeurent.

Con el Mazo Dando, 28 juillet 2016
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 30 Août 2016

Carmelle Robillard
Attorney At Law
1750 Flatbush Avenue
(corner Ave. J)
Brooklyn, NY 11210
Phone:
347.492.3209 office
347.470.2515 cell
• Family Law
• Divorce
• Child Support/Custody
• Wills
• Power of Attorney
• Landlord & Tenant
• Guardianship
• Real Estate Closing
Nou Pale Kreyòl

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210
Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514
•Immigration
•Divorce
•Business Formation
(Corporation & Partnership)
•Estate Administration - Wills
•Real Estate Closings

Law Office of
DENNIS MULLIGAN
DENNIS MULLIGAN,
Attorney-at-Law
All aspects of Immigration Law
• **TPS**
• **Residency**
• **Citizenship**
Over 20 years experience
Nous parlons français
11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

MENEZ JEAN-JEROME
Jerome Realty
HUD Home Sales
Immigration-Divorce
4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

Suite de la page (7)

Un bureau de vote en Haïti

d'abstentionnistes ne garantit pas l'onction démocratique de ses élus: leur faible représentativité s'est accompagnée d'une absence de programmes, de projets présentés aux électeurs. Et il suffit de fréquenter un bureau de vote pour se rendre compte qu'il s'agit d'une pure mascarade organisée par ceux qui disposent de l'argent, des armes, de l'influence sur des appareils répressifs et administratifs. De quelles élections s'agit-il alors? Elles ne sont ni populaires, ni démocratiques, ni efficaces, ni modernes. Elles illustrent le concept de Platon Pharmakon-l'idée d'un médicament qui opère à la fois comme remède et comme poison.

Jacques NESI

Suite de la page (17)

civile italienne. La chef du département des situations d'urgence de la protection civile, Immacolata Postiglione, n'a en revanche pas fait mention de nouveau survivant, lors de ce point de presse.

Les secouristes continuaient néanmoins à fouiller les décombres à la recherche d'éventuels survivants plus de 48 heures après le tremblement de terre de magnitude 6.0. Le nombre de disparus est difficile à évaluer : la population de ces villages pittoresques et touristiques triple ou quadruple l'été et il est difficile de savoir combien de personnes étaient présentes au moment du drame.

De nouvelles secousses dans la nuit

Jeudi soir, le gouvernement a proclamé l'état d'urgence dans les régions touchées et débloqué une première enveloppe de 50 millions d'euros. Il a aussi annoncé un nouveau plan de prévention antisismique, après les interrogations sur le lourd bilan humain du séisme dans une zone que l'on savait pourtant clairement à risque.

La terre a continué de trembler dans la nuit de jeudi à vendredi dans le centre de l'Italie. Selon le centre national des séismes, plus de quarante secousses ont été enregistrées dans la nuit, dont une série d'une magnitude supérieure à 3 - jusqu'à 3,8 pour la plus forte - autour de minuit (22H00 GMT).

Le JDD 26 août 2016

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Unplanned Pregnancy? Need help? FREE assistance: caring staff, counseling and financial help. You choose the loving, pre-approved adoptive parents. Joy 1-866-922-3678. www.ForeverFamiliesThroughAdoption.org. Hablamos Espanõl.

ANTIQUES
ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE- BRIMFIELD'S, Famous Outdoor Antique/ Collectibles Show of 5,000 Dealers starts Tuesday September 6th. Info on 20 individual show openings- www.brimfield.com. September 6th- 11th 2016.

ATTORNEY
REAL ESTATE Attorney. Buy/ Sell/Mortgage Problems. Attorney & Real Estate Bkr, PROBATE/ CRIMINAL/BUSINESS- Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417 718 835-9300 LovellLawnewyork@gmail.com

AUCTIONS
AUCTION, 3 Intracoastal Waterway Lots w/ Pier, North Myrtle Beach, SC in Horry County, Online w/ Bid Center, Auction Ends 9/8/16 at 2pm, Iron Horse Auction Company, Inc., ironhorseauction.com, 800.997.2248, SCAL1684

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

EDUCATION
Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH
Haitians love "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (203) 666-8650 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

LOTS & ACREAGE
CATSKILL MOUNTAIN LAKE LOT! 2 HOURS NY CITY! 14 acres - $79,900 exclusive access to beautiful mountain lake, wooded privacy, priced WAY BELOW MARKET! Terms avail! 888-479-3394

LOTS & ACREAGE
LENDER ORDERED SALE! CATSKILL MOUNTAINS! 39 acres - $99,900 Valley views, fields, woods, Twn rd, utils! EZ terms. 888-905-8847

LOTS & ACREAGE
ABANDONED FARM LAND SALE! 16 acres -$29,900. Gorgeous upstate NY setting! Woods, meadows, nice views, apple trees, country road frontage just west of Cooperstown Lakes! Terms avail! Call 888-701-7509 or NewYorkLandandLakes.com

MISC FOR SALE
KILL BED BUGS & THEIR EGGS! Buy Harris Bed Bug Killers/ KIT Complete Treatment System. Available: Hardware Stores, The Home Depot, homedepot.com

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED TO BUY
CASH FOR DIABETIC TEST STRIPS. Up to $35/Box! Sealed & Unexpired. Payment Made SAME DAY. Highest Prices Paid!! Call JENNI Today! 800-413-3479. www.CashForYourTestStrips.com

WE'RE HIRING!
Tuition Assistance • Jobs • Training
NEW YORK NATIONAL GUARD
1-800-GO-GUARD • NATIONALGUARD.com

ON-SITE ESTATE AUCTION
We are honored to present the Estate of Rodney A. Gage of Kinderhook, NY. Renowned collector of fine gold, silver, premiere stamps, post cards, firearms & sporting goods.
Single Family Home on 6+- Acres + 2100 + Lots of Coins, Stamps, Post Cards, Memorabilia, Firearms, Sporting Goods, Household Furnishings, John Deere Tractor & Collectibles.
Real Estate & Household items located at: 2766 Route 9H, Kinderhook, NY 12106
Balance of Lots located at: The Auction Center, 9423 Western Tpke, Delanson, NY 12053
Bidding Begins Online Only: Tuesday, August 16, 2016
Inspections: SEE WEB FOR INFO Bids Begin Closing: (Multiple Rings)
Thurs., Sept. 15th 11:00 AM (EST) (Real Estate, Coins, Stamps & Post Cards)
Fri. Sept. 16th 11:00 AM (EST) (Sporting Goods, Household & Firearms ETC)
See Website for Terms & Details
www.unclesamauctions.com
COLLAR CITY AUCTIONS REALTY & MGMT., INC.
www.collarcityauctions.com
(518) 895-8150 (518) 274-6464
Licensed & Bonded Auctioneers & Real Estate Brokers

Donate A Boat or Car Today!
Boat Angel
"2-Night Free Vacation!"
1-800-CAR-ANGEL
www.boatangel.com
sponsored by boat angel outreach centers STOP CRIMES AGAINST CHILDREN

ABLE HEALTH CARE
HOME HEALTH AIDES!
EXCELLENT PAY & BENEFITS
EARN UP TO $13.00/HOUR
Aides needed in Brooklyn, Queens, Bronx
Immediate work for HHA's w/certificates
PLUS $1200 BONUS PROGRAM
FREE Training Classes
Classes start September 12 in Islandia and September 26 in Queens and Hempstead
Full Time, Part Time, Weekends
All Shifts - All Locations
GREAT BENEFITS
Health Insurance
Vacation, Sick Pay, Personal Pay
ABLE Certified Home Health Agency
Brooklyn 718-947-3693 Queens 718-947-3673
Nassau 516-634-2117 Suffolk 631-729-2384
Bronx/Westchester 914-470-9929
www.ablehealthcare.com

DONATE YOUR CAR
Wheels For Wishes Benefiting
Make-A-Wish® Metro New York
*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
*We Accept All Vehicles Running or Not
*Fully Tax Deductible
WheelsForWishes.org
Call: (917) 336-1254
* Car Donation Foundation d/b/a Wheels For Wishes. To learn more about our programs or financial information, visit www.wheelsforwishes.org.

Haïti Top 10 –Vocalistes Féminines

Par Ed Rainer

Numéro 10– « Ti Corn » Cornelia Schutt (Allemagne-1953)
« Une voix toute en ballade »
Ex-aequo- Yannick Etienne (Port-au-Prince*)
« Une diva éclectique »

Cornelia Schutt (« Ti Corn ») fit son entrée sur les tréteaux musicaux, avec une prépondérance tout á fait accrue et une singularité hors-norme. Sa voix limpide remplie d'allégresse conquit d'emblée le public. Un coup de foudre soudain entre les mid 70, jusqu'au milieu des années 80, pendant lequel elle a fait de la chanson populaire et variée son apanage. Au gré d'une intonation séduisante et limpide, elle fit jaillir des fontaines de sérénité.

Progéniture d'une famille haïtiano –allemande établie en Haïti depuis les années 1800. C'est ainsi qu'elle naquit au pays de Karl Marx, alors que ses parents alors en visite en Allemagne étaient des habitants d'Haïti. De retour au bercail, la nourrissone C.S eut l'opportunité d'avoir pour **« nanny »** Ana Colo qui avait le don des chansons populaires et folkloriques haïtiennes et les lui inculquait, tout en la berçant du sobriquet de **« Ti Corn »**. Interprète, guitariste et compositrice, elle a su allier son origine européenne à sa culture haïtienne, pour faire rayonner un prodigieux éclectisme. Ainsi, elle devint par sa marque singulière une vraie ambassadrice de l'art du terroir. Forte d'une superbe ascendance sur scène, et d'une parfaite technique vocale, elle finit par être l'une des vocalistes féminines les plus accomplies. Son style á la fois rayonnant et délicat magnifie son répertoire d'un fumet bien original. Notamment dans des adaptations et compositions qui ornent ses œuvres autant que sa persistance à être une représentante valable de la musique nationale à travers ses récentes prestations dans le monde, tout cela justifiant le pâlier de **« Ti Corn »** dans la musique haïtienne.

Ti Corn « Une voix toute en ballade »

Yannick Etienne, pour sa part a mis en valeur sa capacité vocale dès la fin des années 1970, á New-York. Après avoir grandi dans une ambiance musicale dont ses frères connaissent bien les dessus et dessous, elle émergea dans l'album:"Aleco" du Skah-Shah, alors arrangé par l'incontournable Dernst Emile qui devint entretemps son mari. Et dans lequel, elle donna la réplique dans :"Nous deux", en compagnie de sa sœur ainée Carole et de la martiniquaise Vivianne Rangon.

Faisant luire son timbre épatant. Puis, elle fit sa marque dans l'album:"D'une génération á une autre" de Guy Durosier, donnant la mesure de son intonation toute en fusion. Dont un duet louable avec le légendaire G. Durosier. Entre différentes sollicitations, elle collabora avec le ''System Band", dont son mari fut l'arrangeur attitré, prouvant que sa voix pouvait s'adapter á toutes les variations.

Par la suite, elle devint une sorte de tête d'affiche dans différentes présentations et performances, pour finalement faire l'offrande duc. dsolo:" Mistè lanmou".Faisant ressortir son gosier feutré et lumineux, d'orientation bluesy, dans la lignée des divas, l'ayant consacrée en pilier notable de sa descendance. Elle se maintient toujours à fleurir son timbre imagé les parois sonores périphériques. Véritable gratificatrice et d'exquises escapades pour s'imposer comme l'une des phonations-phares de la chanson contemporaine universelle.

Yannick Etienne « Une diva éclectique »

Revue du disque : «MY TIME» de Nulook

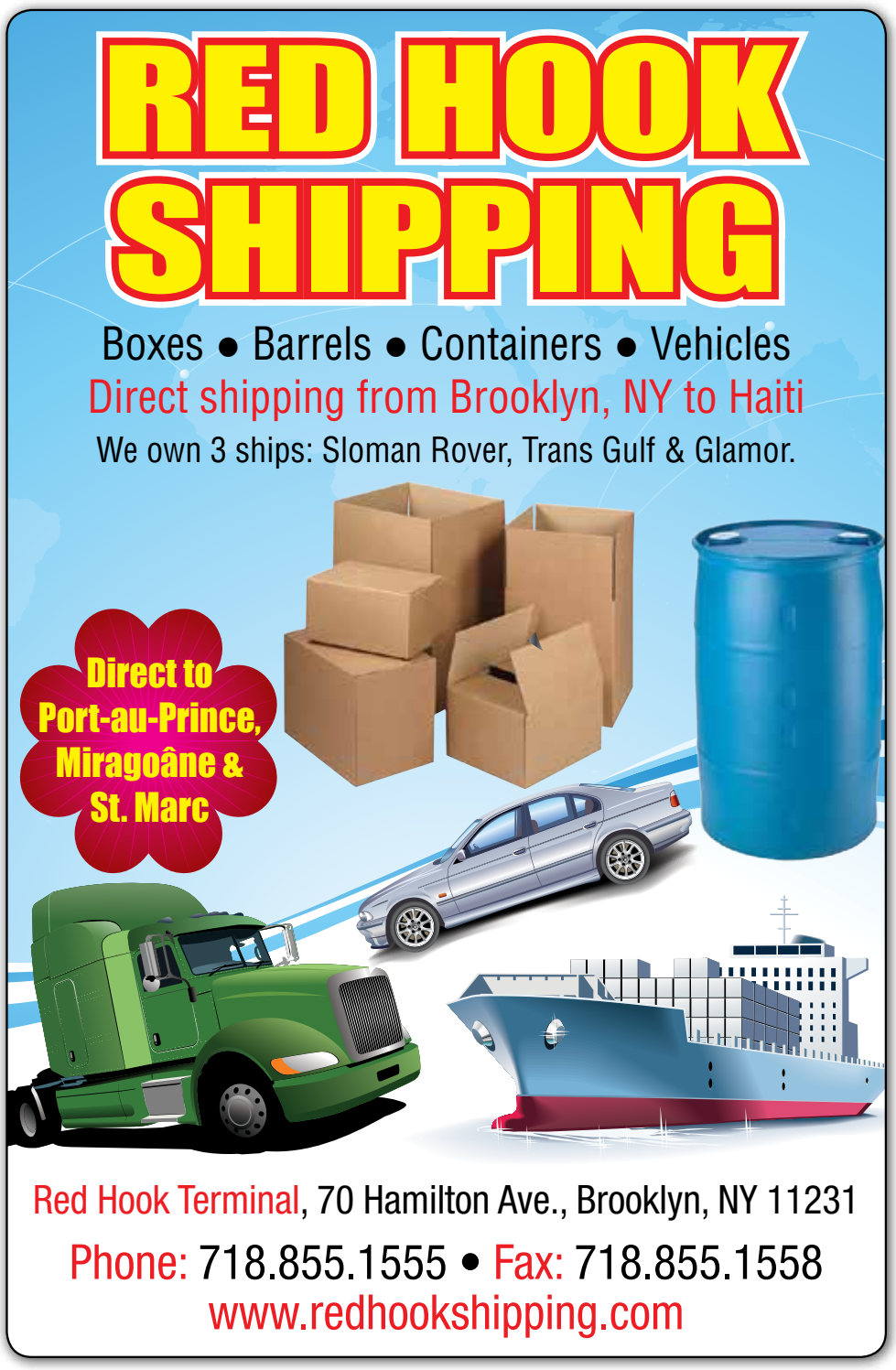
Par Ed Rainer

Ton anniversaire, un tube d'occasion qui va convenir à tant de bacchanales avec son entrain ordinaire en plus contagieux et Arly qui se veut le luron de la fête en y injectant son bravado fantastiquement appliqué, une guitare sur des gammes perchées et expressives, des chorus tout à l'unisson. Les cuivres émaillés de la sonorité-Déjean illustrent bien la part prépondérante de l'unique André Déjean, le trompettiste merveilleux qui a aussi apporté du coloris au groupe. Ce qui est une bonne chose.

A part André, la bande à Arly s'attache aussi l'expertise du guitariste chevronné Gabriel Laporte. Des vétérans percussionnistes C. Julmiste et A. Nozile, du bassiste avisé Norman Johns et d'autres contributeurs de marque. Pourtant, perfectionniste ou est-ce le signe du temps? il s'est aussi approprié l'obligatoire Dener Ceide ainsi que le prodigieux Solon Sanders à la guitare, entre autres. Sans oublier les bassistes avant-coureurs tels: Tinès Vincent et l'indécrottable Yves Abel avec leurs subtilités harmoniques. Et naturellement, l'incontournable batteur Shedly Abraham en métronome insatiable.

Tel est le fond d'une œuvre sculptée par King Arly, le chef d'orchestre, le compositeur, l'arrangeur, l'orchestrateur, le claviériste, le lyriciste obstiné à inonder les sentes de la musique ambiante. Avec des textes qui adhèrent autant de sa culture, donnant l'impression qu'il s'adonne aussi à la lecture et à l'écoute des autres. Sur ce, « **My Time »** avec ses joyaux et ses fantaisies reste une œuvre de consolidation, à partir d'une trajectoire conquérante. Bien qu'on ait des commentaires sur ses tics au leitmotiv et du déjà entendu. Ce qui pourrait aussi être positivement décodé comme: points de repères et originalité. La question reste, on en veut ou on n'en veut pas? Une manière d'affirmer que King Arly est là pour rester.

N.B: *Yon kudo pou G.M alyas Gwo Moso k ap feraye nan Factor Music, aprè lanmò regretté de zanmi nou, Fito Duverger. (Il a vécu pour la musique). GM, kenbe di, W oblije !*

ERRATA

Une partie de la fin du texte : Revue du disque : « MY TIME» de Nulook a été amputée par erreur la semaine dernière. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et de notre collaborateur Ed Rainer.